

BR. 2238

E R T

Institut kurde de Paris

II

2

BR. 2238

~~BR. 2238~~

EQUIPE DE RECHERCHE

SUR LA

TURQUIE

(E. R. T.)



Institut kurde de Paris

Centre d'Etudes et de Recherches  
Internationales  
Fondation Nationale des Sciences  
Politiques

4 rue de Chevreuse, 75 006 Paris

**Sommaire**

<b>S. Vaner</b>	<b>Etat, société et violence politique en Turquie (1975-1980)</b>	<b>1</b>
<b>Ş. Tokeli</b>	<b>Les facteurs de continuité et de discontinuité concernant le vote; considérations sur les élections du 6 novembre 1983 en Turquie</b>	<b>35</b>
<b>L. Vekilli</b>	<b>Un aperçu du cinéma turc</b>	<b>51</b>
	<b>Notes de lecture</b>	<b>58</b>
	<b>Livres reçus</b>	<b>67</b>

---

**N.B. Les articles paraissant dans le Bulletin de l'E.R.T. n'engagent  
que leurs auteurs. Reproduction interdite sans leurs accords.**

## Présentation

L'intérêt qu'a suscité le premier numéro du Bulletin de liaison de l'ERT, entièrement consacré à la question chypriote, tant dans les milieux universitaires que dans certains médias, nous encourage à poursuivre notre initiative. Ce numéro n'est pas construit autour d'un thème particulier ; des sujets divers y sont abordés.

L'article de S. Vaner traite de la violence politique considérée essentiellement du point de vue des rapports de l'Etat à la société. Nous espérons que ce travail sur une question cruciale se situant au coeur du système politique turc suscitera un débat. Les notes de lecture sur trois ouvrages portant sur l'affaire de la tentative d'assassinat du Pape Jean-Paul II, apportent des informations sur les prolongements externes du terrorisme. De toute évidence, cette affaire ne relève pas que de l'enquête policière, mais a aussi des liens avec la politique intérieure turque et des incidences sur les rapports Est-Ouest. La place privilégiée accordée au livre d'U. Mumcu s'explique par le fait que ce dernier fournit des analyses difficilement accessibles au lecteur non-turcophone, même si elles sont parfois confuses et discutables.

Ş. Tekeli est l'un des rares politologues turcs, spécialiste de sociologie électorale. Comme elle l'écrit elle-même, son étude est une première analyse, peut-être un peu rapide, des élections de 1983 et nécessite, de ce fait, d'être complétée et affinée par d'autres. Toutefois, elle fournit, entre autres, plusieurs données chiffrées pour des analyses ultérieures.

Essentiellement par le biais des films de Y. Güney, le cinéma turc a trouvé sa consécration sur la scène internationale. Avec l'article de L. Vekilli sur ce cinéma prometteur, nous ouvrons nos pages à des thèmes culturels que nous comptons reprendre dans les numéros prochains.

Vos contributions et suggestions nous permettront d'améliorer et d'enrichir notre bulletin.

ETAT, SOCIETE ET VIOLENCE  
POLITIQUE EN TURQUIE (1975-1980) \*

---

Semih VANER

(\*) Une version abrégée de cet article a été publiée sous le titre "Violence politique et terrorismes en Turquie" dans Esprit (Oct.-nov. 1984, p.79-104) consacré aux "Terrorismes". Nous présentons ce travail, ici, dans son intégralité. Nous tenons à remercier Y.Benusiglio et M.Bozarslan pour leurs collaborations précieuses. M.Arnaud, A.Jevakhoff, G.Nermet, G.Lavan, I.Ortayli ont eu la gentillesse de lire le texte et de faire des suggestions et critiques. Nous assumons seul, évidemment, l'entière responsabilité de l'article.

"Je ne puis écarter de mes paupières  
la fatigue des peuples oubliés".

Hoffmannsthal.

La science politique est désemparée face  
aux phénomènes tels que la violence et le terrorisme politiques. En  
témoignent l'insuffisance de conceptualisation en la matière, malgré quelques  
efforts louables et le caractère essentiellement descriptif et superficiel  
de beaucoup de travaux (1). Sur le cas spécifique de la violence politique en  
Turquie qui a fait dans la seconde moitié de la décennie 1970 les ravages  
que l'on sait, on peut compter sur les doigts d'une main les articles plutôt  
partiels ou partiels venant surtout d'Outre-Atlantique (2) et les livres  
turcs rédigés à chaud et à la hâte et manquant de ce fait de rigueur et de  
recul (3). Cette modeste contribution, la première à notre connaissance en  
langue française, n'a pour seul objectif que d'essayer de déblayer le terrain,  
de donner une vue générale d'un phénomène dont la compréhension nécessiterait  
des monographies très minutieuses. La problématique du "passage au politique"(4)  
nous servira de repère : les "petits détails" ayant aussi leur importance.

L'articulation de la société civile en Turquie, ou de l'"espace public",  
pour reprendre le terme de Habermas, est le corollaire de la disparition du  
référént religieux (5). Au sein de l'Empire ottoman où la légitimité de  
l'Etat reposait sur un "ordre divin préétabli" (6) ce qui importait était  
l'appartenance à la communauté des musulmans (ümmet\*), tandis que les adeptes  
d'autres religions, chrétiens et juifs, jouissaient grâce à l'institution de  
la "communauté religieuse" (millet) d'une certaine autonomie (7). La "rupture  
révolutionnaire" kémaliste de 1923 signifie notamment, en raison du rejet  
de l'islamisme et de l'ottomanisme que la source du pouvoir n'est plus située  
dans un ordre transcendant. "La disparition des cautions extra-terrestres"  
écrit P. Ansart, "lève les obstacles à l'émergence des conflits et fait de  
l'idéologie politique, non plus un lieu secondairement accessible au conflit,  
mais bien le lieu des conflits sociaux et politiques" (8).

Sur le plan historique, on peut avancer que la période contemporaine  
en Turquie, consécutive au choix fondé sur l'idéologie du nationalisme turc,  
choix qui avait disloqué l'Empire ottoman au terme de péripéties violentes,  
comme la "déportation" des arméniens en 1915, connaît quatre tournants impor-  
tants relevant des transformations des rapports entre l'Etat et la société.  
Transformations que nous tenterons de saisir essentiellement du point de vue  
de l'emploi de la violence, comme moyen de coercition par l'Etat ou comme  
instrument de résistance par la société, en essayant d'éviter l'écueil qui  
consiste à voir systématiquement dans l'Etat le Mal absolu et en conséquence,  
à verser dans le "basisme" en sublimant systématiquement "la révolte de ceux  
d'en bas (qui restera d'autant plus pure qu'elle montera moins haut)" (9).

---

\* Nous utilisons ici des transcriptions turques (ou plus exactement ottomanes)  
des termes d'origine arabe : ainsi ümmet au lieu de oumma, fetva à la place  
de fatwa, şer'i à la place de chari'i etc.

Le premier de ces tournants débute en 1923 (10) avec l'action nationale et "modernisatrice" de l'élite kémaliste qui vise à bâtir un Etat centraliste, selon le modèle occidental du développement. Cette période de construction de l'Etat-nation dont les idéologues considèrent, non sans rappeler Saint-Just(11) que "pour la sauvegarde de la République toute action même très violente est légitime" (12) n'ira pas sans rencontrer des résistances tout aussi violentes, comme les révoltes islamistes et/ou kurdes de Şeyh Sait à Elazığ et Diyarbakır, en 1925, d'Ararat (1930) et de Dersim (1937-38).

Le second tournant engagé en 1946 par la transition vers le système pluraliste, est l'apparition de nouvelles forces cherchant à avoir une certaine autonomie d'expression sociale et économique. La victoire électorale en 1950 du Parti démocrate, porte-parole politique de ces nouvelles forces sociales, son compromis parfois démagogique avec l'Islam et sa politique clientéliste durant une décennie caractérisent cette période.

Le troisième, inauguré par le coup d'Etat militaire de 1960, est le développement croissant du mouvement ouvrier parallèlement au développement capitaliste source d'inégalités sectorielles et régionales importantes. Dû pour une large part à la Constitution relativement libérale de 1961, qui apporte les libertés d'expression et d'association, ce tournant est aussi celui de l'apparition des actions contestataires, des idéologies politiques qui vont se radicaliser au fur et à mesure qu'ils ne trouvent plus - ou pas assez - de moyens d'expression politique dans le système malgré une nette ouverture de celui-ci. Dans la période 1975-80, ces actions contestataires et idéologies politiques vont être caractérisées davantage par des conduites de crises que par des conduites sociales (13). C'est dans une telle conjoncture de crise des conduites sociales et d'incapacité des pouvoirs politiques à gouverner et à conduire le développement économique, que la violence atteindra son paroxysme, autour d'une double dichotomie, la violence d'Etat (et pour l'Etat) et la violence contre l'Etat ("bourgeois"), celle de droite et de gauche se répondant l'une l'autre dans une escalade qui fera entre 1975 et 1980 près de cinq mille victimes.

Enfin, le quatrième est "l'autoritarisme du coup d'Etat du 12 septembre 1980 qui restaure l'ordre social, retourne aux anciennes thématiques - la Nation, l'Etat, la Laïcité - et qui les célèbre dans une société impatiente de participation sociale et de développement économique"(14). Au processus de "dé-totalisation" qui a marqué la période 1960-80, le coup d'Etat (ou le "coup de l'Etat") militaire de 1980 était une réplique par une "re-totalisation" (15).

## Antécédents

"Il n'est pas facile à l'historien et au sociologue, écrit A. Touraine, de redonner la parole à ceux qui ne l'ont jamais eue, qui n'ont pas gravé d'inscriptions, laissé de tablettes et de manuscrits, dont les hérauts sont morts pendus, crucifiés ou épuisés de privation sans que nul mémorialiste le rapporte. De là l'intérêt des plongées aujourd'hui possibles de l'histoire des colonisés, de leurs refus, de leurs révoltes, de leurs rêves" (16). S'agissant de l'Empire ottoman, voire de la Turquie républicaine, la tâche est d'autant plus malaisée que, à quelques exceptions près (17) beaucoup d'"historiens" et de "sociologues" turcs et parfois étrangers - sans parler de l'historiographie et de la sociologie officielles - dans leurs études fortement imprégnées de statolâtrie, voient, mais aussi justifient volontiers, dans l'Etat le détenteur du "monopole de la violence physique légitime" et sont peu disert sur la société.

Dans l'Empire ottoman, du moins jusqu'à la période de l'"occidentalisation" (Tanzimat, terme signifiant la réorganisation), le terme "politique" (siyaset) était, en dehors de son utilisation dans son sens véritable, l'équivalent de la "peine de mort" puisque le souverain, fort de son autorité absolue, avait un droit quasiment illimité de vie et de mort sur ses sujets (siyaseten katl) (18).

Ce droit "politique" solidement inscrit dans le droit public ottoman conférait au sultan le pouvoir de disposer de la vie et des biens de ses sujets (teb'a) et s'exerçait à l'encontre aussi bien de toute la "classe militaire" (askerî sınıf) - qui, outre les militaires et les ulema, comprenait tous les serviteurs de l'Etat - que bien entendu du peuple (reaya : mot signifiant littéralement le troupeau) (19). Le passage, en 1516, du califat aux sultans ottomans ne fit que renforcer ce droit de vie et de mort.

Avec l'instauration dans l'administration étatique du système de kul, ce pouvoir de vie et de mort des sultans fut plus étendu encore car ce système faisait de tous les serviteurs de l'Etat et de tout le peuple, des "esclaves" (kul). Personne ne pouvait échapper au verdict fatal du sultan, même pas les grands-vizirs - surtout pas eux! - les plus hauts dignitaires de l'Etat, dont on offrait les têtes aux sultans sur un plateau d'argent (20).

Ainsi par exemple du sultan Orhan Gazi (1324 : début de règne) jusqu'à Abdülmeçid (1861 : fin de règne), parmi les 182 grands-vizirs (vezir-i âzam) qui se sont succédés au cours des siècles, 23 ont été décapités sur l'ordre des sultans sans même avoir été démis de leurs fonctions, 20 autres l'ont été après avoir été destitués (21), ce qui faisait du métier de grand-vizir un métier à haut risque. Pauvres vizirs et grands-vizirs qui, lorsqu'ils n'étaient pas décapités, ou même parfois avant de l'être, étaient souvent l'objet de "railleries" non moins cruelles de la part du peuple en tant que non circoncis, car souvent d'origine chrétienne (22). Les grands-vizirs qui étaient complètement désarmés face au pouvoir souverain disposaient à leur tour de ce droit de vie et de mort - sauf en cas d'opposition du sultan ou vis-à-vis de ceux que ce dernier tenait en haute estime - y compris contre les vizirs mêmes, il est vrai dans certaines limites en temps de paix, mais de manière illimitée au moment des expéditions militaires.

Les motifs de mise à mort pouvaient être multiples (23) : la volonté du souverain de n'admettre aucune limite à son autorité absolue, l'atteinte



à sa vie, un outrage à son endroit (padişahi tahkir), une révolte contre l'Etat - le sultan étant bien entendu en dernière instance seul habilité à définir le terme de "rebelle" (isyancı ou asi), la raison d'Etat (hikmet-i hükümet), un danger quelconque contre le trône etc. La lutte pour le trône était d'ailleurs particulièrement âpre dans la famille dynastique. Ainsi, par exemple, Mehmed III, qui, appliquant la législation (kanunname) de Fatih, avait fait exécuter dix-neuf de ses frères en 1595 (24). Selim le Féroce, à la suite du conflit qui l'avait opposé à son frère Ahmet, avait fait massacrer 40.000 turkmènes, partisans de ce dernier (25).

Les restrictions qu'apporte la religion islamique à l'application de la peine de mort contraignaient toutefois le souverain à composer avec la Şeriat et à demander le fetva (avis juridique fondé sur le Coran) aux ulema qui n'hésitaient pas à proclamer chaque fois, très souvent de crainte que les foudres du sultan ne s'abattent sur eux-mêmes, que ce pouvoir du souverain était conforme à la Loi (şer'i) (26). Les ulema étaient d'ailleurs les seuls à trouver grâce et à bénéficier d'une certaine immunité : ils ne pouvaient être exécutés que dans des cas exceptionnels.

L'un de ces cas connus et qui mérite qu'on s'y attarde un instant est celui de Şeyh Bedrettin qui était l'un des grands savants de la jurisprudence (fikh). Sa pensée avait abouti - certains la qualifient aujourd'hui de "socialiste" - à une sorte de compromis entre l'islam, la chrétienté et le judaïsme, dans l'Unité du Dieu, chose insolite pour un chef spirituel de son époque ; il était également partisan de la propriété communale (27). Au début du XVe siècle il avait pris la tête d'un mouvement insurrectionnel et bénéficiait du soutien populaire, notamment de celui des nomades et des Turkmènes mécontents de l'affermissement du caractère sunnite et autoritaire de l'administration centrale (28). A la suite de ce soulèvement maté avec beaucoup de peine par le pouvoir, Şeyh Bedrettin fut pris, longuement jugé par un conseil constitué par des ulema et exécuté, selon un fetva prononcé par lui-même, avait-on été contraint de dire (29).

Il est vrai que l'Empire ottoman eut aussi des sultans détrônés et tués à la suite d'émeutes populaires ou de soulèvements des janissaires. L'assassinat était toujours légitimé par un fetva du Şeyhülislâm qui laissait dans l'ombre la Loi islamique établissant l'immunité du sultan-calippe.

Le clivage sunnite-alevî\* dont il faudra souligner la récurrence et l'irréductibilité pour la compréhension de la violence politique toute récente - était souvent à l'origine des révoltes qui jalonnèrent l'histoire de l'Empire ottoman. Ainsi, les soulèvements populaires du XVIe siècle, Şah Kulu, Nur Ali Halife, Şeyh Celâl - qui donna par la suite son nom à toutes les rébellions qui ensanglantèrent l'Anatolie et qui furent désignées globalement et improprement, sous le nom de "Celâli" - BabaZünnûn - qui n'était pas étranger aux injustices commises dans la collecte des impôts - de même que Kalender Çelebi étaient le fait des alevî. Ce clivage dissimulait toutefois des racines sociales plus profondes et traduisait le mécontentement des paysans pauvres et des sipahi détenteurs de timar (bénéfice ou fief) d'origine alevî, mécontentement auquel l'Etat ottoman opposait l'"orthodoxie" sunnite (30).

\* D'obédience chîite duodécimaine, cette communauté, qui constitue approximativement 20 % de la population de la Turquie actuelle, représente une tradition de non conformisme et d'opposition à la majorité sunnite.

D'autres révoltes de la fin du XVIIe et du début du XVIIIe siècles comme celles de Karayazıcı, Abdülhalim bey, Deli Hasan bey, Kalenderoğlu et Canbuladoğlu avaient un caractère "ethnique", dressant les Turcs (ethnie fondatrice de l'Empire) contre le cosmopolitisme de la classe dirigeante, voire parfois politique. La révolte de Canbuladoğlu avait été difficilement matée par le sadrâzam Murat Paşa qui portait le surnom de Kuyucu (creuseur de puits) parce qu'il avait l'habitude de jeter et d'entasser les rebelles dans des puits (31).

L'évolution de l'économie mondiale et ses répercussions inévitables à l'intérieur de l'Empire d'une part ; l'entrée de l'impérialisme britannique sur la scène mondiale et ottomane de l'autre, ont contribué à accroître l'instabilité populaire dans les frontières de l'Empire ottoman à partir du début du XVIIIe siècle.

Par la suite, à partir notamment de 1730, on assiste à une série de soulèvements comme ceux de Patrona Halil et de Kabakçı Mustafa, en réaction contre les mesures d'"occidentalisation" prises par le haut - la "lumpen-européanisation" dirait S. Amin - , soulèvements hâtivement qualifiés de "rétrogrades" par la plupart des historiens turcs qui n'ont pas suffisamment analysé les motifs profonds qui animaient ces mouvements, même s'ils avaient un caractère conservateur évident et surtout, comme certains autres plus tard, même s'ils ont été récupérés par des forces politiques obscures. Il est à souligner qu'en 1730, lorsque les classes populaires se révoltèrent au nom de la Şariat, le sultan et son entourage avaient fait appel à tous les musulmans contre les insurgés en brandissant le sancak-i şerif (le drapeau du prophète qu'on utilisait uniquement dans les guerres contre les infidèles). Les revendications économiques comme la suppression de certains impôts, dictées par les insurgés, au nouveau sultan, après leur victoire, ont bien démontré cependant que cette révolte n'avait pas qu'un caractère religieux (32). Il est à remarquer également que l'ordre nouveau (Nizâm-ı cedit) instauré au XVIIIe siècle avait rencontré l'opposition non seulement du peuple mais aussi celle des ayân (notables locaux) qui partageaient souvent le même système de valeurs que le premier (33).

L'histoire de la deuxième moitié du XVIIIe et la première moitié du XIXe siècles n'est qu'une suite interminable de conflits entre l'administration centrale et les ayân qui avaient dans leurs régions respectives une base à la fois économique et sociale. Ils pouvaient s'opposer à la Porte soit en s'entendant avec les fonctionnaires du sultan, soit, ce qui était plus fréquent, en soutenant les chefs qui se manifestaient de façon notoire. Le sultan Selim III dut lutter sans cesse contre divers seigneurs de provinces. Son successeur Mahmud II fut contraint de signer un pacte (Sened-i İttifak) qui accordait des privilèges spéciaux aux ayân. Ces derniers qui commençaient à acquérir une certaine influence furent plus tard détruits par l'armée centrale réorganisée par Mahmud II. Cette réorganisation faisait suite à la suppression de l'armée des janissaires en 1826, événement historique qualifié par le pouvoir "de bon augure" (Vaka -yi Hayriye). Avec la première monarchie constitutionnelle qui débute en 1867 il faudra retenir également la mort mystérieuse du sultan Abdülaziz, les événements sanglants de l'attaque du sérail Çırağan et la longue dictature du sultan Abdülhamit.

Au moment de l'éclatement de l'Empire ottoman et de l'apparition des mouvements d'indépendance nationale en son sein une lutte violente d'une nature toute différente prend forme. L'ORIM (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne) ou les Komitaci en lesquels certains auteurs (34) voient "le père" de tous les mouvements d'indépendance nationale, déclenche en 1903, en Macédoine et en Thrace, les régions les plus développées de l'Empire (démenti ou confirmation des théories développementalistes de changing societies?), une action terroriste coordonnée contre la domination ottomane. On y trouve déjà bien des caractéristiques des mouvements ultérieurs : lutte en pays occupé ; conjugaison du terrorisme et de la guérilla (on compte plus de mille assassinats politiques) ; soutien assuré d'une partie de la population ; organisation d'une propagande d'appui. Les Komitaci espéraient, comme plus tard les arméniens (35) que leurs actions provoqueraient l'intervention des puissances européennes. La répression ottomane sera sans merci, les cadres révolutionnaires seront décimés. Particulièrement répandue dans les régions balkaniques de l'Empire mais aussi en Anatolie et qui est loin d'avoir disparu aujourd'hui encore, une autre forme d'escapisme est constituée par le banditisme social. Dans une étude stimulante E. Hobsbawm définit ces bandits de la façon suivante : "en tant qu'individus, ce sont moins des rebelles politiques ou sociaux - ne parlons pas de révolutionnaires - que des paysans qui refusent de se soumettre et qui, ce faisant, se distinguent de la masse. (...). En tant que groupe, ce sont au maximum, des symptômes de crise et de tension au sein de leur société, symptômes de famine, de peste, de guerre, ou tout ce qui bouleverse cette société" (36).

Dans l'atmosphère euphorique de la II<sup>e</sup> monarchie constitutionnelle (1908) on assiste à une nouvelle série de soulèvements parfois à l'instigation des britanniques ou du Parti de l'Union des Mahométans, comme celui du 13 avril 1909 visant à renverser l'ordre constitutionnel et qui sera écrasé par les militaires. Après le coup d'Etat (le premier dans l'Empire ottoman) de 1913 qui ouvrira la voie à la dictature de l'Union et Progrès, on assistera à une répression des libéraux (Sabahattin bey est parmi eux), en représailles contre l'attentat qui coûta la vie à Mahmut Şevket Paşa, l'assassinat de journalistes comme Ahmet Samim et la liquidation physique de certains opposants à l'intérieur du Comité d'Union et Progrès comme celle de Yakub Cemil. Une véritable armée parallèle créée à cette époque par l'Union et Progrès, la Teşkilât-ı Mahsusa est à certains égards comparable aux "comités" (çete) de Çerkes Ethem qui, au nom de la lutte pour l'indépendance, feront la loi (souvent trop brutalement) surtout dans les régions égéennes de l'Empire disloqué et occupé.

Cette brève incursion dans l'histoire ottomane ne devrait pas donner l'impression que la société ottomane-turque, à supposer qu'il y en avait une, opposait toujours une résistance violente à l'Etat que certains auteurs qualifient de "flottant" (B. Lewis), d'autres de "despotique" (T. Timur). La violence avait des fondements sociaux et religieux mais elle était aussi liée dans une certaine mesure à l'équilibre des forces au sein même de la classe dirigeante. Les périodes de décadences (notamment entre 1200-1300, dans la décennie 1390 et après 1600) semblent avoir favorisé l'expression violente des divers mouvements (populaires, militaires ou des ayân), la violence d'Etat répliquant à ceux-ci par des répressions ponctuelles.

Pour ce qui concerne les rapports de l'Etat à la société, M. Akdağ relève que depuis la fondation de l'Empire ottoman, "l'Etat ne s'est jamais modelé selon l'évolution de la société, tout au contraire c'est la société qui a été modelée par l'Etat, ce qui fait que ses motivations politiques ont déterminé la stratification sociale" (37). A. Mumcu, au terme de son ouvrage confirme cette analyse en soulignant que l'emprise sans bornes que l'Etat avait sur la vie du citoyen faisait de ce citoyen, soit un être craintif n'ayant ni la possibilité morale ni la connaissance pratique nécessaire à la revendication de ses droits, soit à l'inverse le poussant à l'autre extrémité, un révolté, un violent, d'où les explosions soudaines qu'on enregistrerait fréquemment (38).

Aussi ne serait-il pas exagéré de voir dans la tradition dictatoriale du pouvoir en Turquie depuis des siècles l'une des causes essentielles du développement si aisé du terrorisme. Sans l'assimiler aux périodes antérieures (l'Etat kémaliste est complexe et, de ce fait, interdit tout manichéisme), il convient de constater que l'autoritarisme de la République qui proclama "un seul chef, un seul parti, une seule classe sociale, une seule idéologie" (39) ne modifia pas profondément cet état de choses. Tout mouvement oppositionnel se trouva contraint de se manifester par des actes illégaux et parfois sous forme d'émeutes sanglantes.

Après l'instauration de la République et plus particulièrement entre 1924 et 1939, la Turquie connaîtra plusieurs révoltes et émeutes déclenchées et conduites par des slogans religieux et réprimées dans le sang. La révolte de Şeyh Sait, en 1925, reste de loin la révolte la plus importante du point de vue de son ampleur et de son utilisation de la religion. Son leader Şeyh Sait étant en même temps le chef de plusieurs tribus et celui de l'ordre religieux Palevi (40) qui est une branche de la puissante secte Nakşibendi jouissait d'une très grande autorité auprès des masses et des notables kurdes de la région. En peu de temps, la révolte dépasse largement la zone d'influence de Şeyh Sait pour s'étendre sur quatorze départements de l'Est.

Plus spontanées quelques autres émeutes sans envergure comme celle des hoca à Erzurum en 1925 contre le port du chapeau occidental, ou celle qui suivit l'assassinat de Kubilay en 1930 (l'officier kémaliste dont les fanatiques islamistes avaient exhibé la tête coupée dans les rues de Menemen) sont vite étouffées.

Les émeutes qui étaient souvent le fait des Nakşibendi ou fomentées par les fanatiques isolés se réclamant de cet ordre et dont on remarquera en passant l'accroissement aux moments de la crise économique, ne constituaient pas une menace véritable à la survie du pouvoir kémaliste. Il n'empêche que celui-ci après avoir promulgué en 1925, la loi pour le maintien de l'ordre (Takrir-i Sükûn) ne tarde pas à "découvrir des connivences" entre des insurgés et certains membres du Parti Progressiste, ce qui lui fournit un excellent prétexte pour se débarrasser de ce dernier devenu un rival assez dangereux (41).

Un an après, l'attentat d'Izmir contre la personne de Kemal a offert au pouvoir la possibilité de liquider complètement l'opposition. Tous les dirigeants du parti dissout se trouvaient au banc des accusés. Les chefs nationaux de la guerre d'indépendance étaient acquittés mais en même temps ils étaient exclus de la scène politique. D'autre part, le tribunal de l'Indépendance (Istiklâl mahkemesi) prononçait quinze peines de mort qui frappaient certains anciens dirigeants "Jeunes Turcs" du Parti Progressiste. (42).

En l'état actuel des connaissances, il est difficile de déterminer lequel des deux éléments, kurde ou islamique, était prédominant dans la révolte de Şeyh Sait. Les autres soulèvements kurdes qui la suivirent ne retrouvèrent cependant pas le caractère religieux et l'ampleur de cette révolte. L'étude de ces soulèvements ne permet pas de parler d'une affirmation collective de l'identité nationale kurde : ils éclatent souvent de façon spontanée et restent très localisés (sauf Ararat, en 1930, préparé dès 1927 et qui n'avait pas un caractère anti-laïc). Il n'y a aucune coordination entre les divers mouvements et leaders kurdes. Il semble également que les notables kurdes perdent l'illusion de retrouver leur autonomie grâce à une éventuelle restauration du califat.

Après le passage au pluralisme et notamment à la veille des élections législatives de 1950, le PRP d'İnönü adopte une politique ambiguë et louvoyante vis-à-vis de l'islam. Sous le coup du renouveau des courants islamistes, ses dirigeants multiplient les avertissements pour mettre en garde l'opinion publique contre le danger que représente la réaction religieuse (irtica). Par exemple au cours d'un débat à l'Assemblée Nationale, H.C. Yalçınva jusqu'à déclarer que "les réactionnaires religieux qui veulent la Şeriat sont plus dangereux et plus vénéneux que le choléra, la peste et même le bolchévisme" (43). On assiste au cours de cette période à la prolifération des ordres tels que ceux de Nurcu et des ticani qui bénéficient surtout après l'arrivée au pouvoir en 1950 du Parti Démocrate, d'une certaine tolérance. Les ticani qui prônent la révolte sainte (huruç) (44) du peuple contre le pouvoir impie qui n'applique pas les préceptes de l'islam recourent souvent aux moyens violents en se faisant une spécialité dans la destruction des bustes et des statues de Mustafa Kemal. L'abondance des statues de ce dernier lui vaudra d'ailleurs, dans le milieu islamiste, comble de blasphèmes, le surnom posthume de "Béton Mustafa". La décennie 1950-60 se terminera tragiquement pour les dirigeants du P.D. puisque la plupart d'entre eux seront emprisonnés tandis que le premier ministre A. Menderes et deux de ses ministres seront envoyés par les militaires à l'échafaud, ce qui ne manquera pas d'inhiber considérablement la classe politique de la période ultérieure.

#### Le passage à la violence politique

A côté des antécédents historiques, de l'omniprésence et de l'omnipotence de l'Etat et corollairement des difficultés réelles de l'enracinement d'un régime démocratique pluraliste et d'un esprit démocratique, on peut certes évoquer la dépendance de la Turquie à l'égard du capitalisme mondial, et son sous-développement - dont il est permis de se demander lequel historiquement est le produit de l'autre - tous porteurs de violence. Mais le caractère inusité de la violence politique telle qu'on l'a observée dans la seconde moitié des années 70, une ultra-violence rappelant parfois dans sa cruauté, la violencia que connut la Colombie dans les années ultérieures à 1948, a quelque chose de spécifique qu'il conviendrait d'analyser de près et en profondeur.

Lorsque l'analyste se penche sur l'étude de la violence politique des années 1975-80, il est pris de vertige devant la multiplicité de ses motifs, et la mobilité de ses éléments. La violence est une nébuleuse complexe et diffuse qui rend l'analyse délicate ; elle est due à des causes diverses qui se juxtaposent les unes aux autres. Essayons néanmoins de dénouer ce noeud gordien. La période de 1960-80 - ou pour être précis 1960-74 - fut celle d'une formidable mutation sociale qui a pu faire affirmer à une sociologue qu'il s'agissait de "la plus profonde transformation irréversible depuis l'ère néolithique en Anatolie" (45). En effet, au cours de cette période, on a assisté à une réorganisation des forces sociales, et à des changements sociaux sans précédent : à côté des indicateurs socio-culturels (chers à l'école développementaliste .) comme l'accroissement des parts de l'industrie et des services dans le produit national au détriment de l'agriculture, un taux de développement annuel de l'économie de 6 % en moyenne (jusqu'en 1974), la mobilité sociale, le développement des mass-média , il faut souligner la croissance de la classe ouvrière, la combativité accrue de ses syndicats, voire le réveil des campagnes comme en témoignent de nombreuses occupations de terres par les paysans en 1969-70.

L'avancée de la société civile ne fut toutefois pas accompagnée d'une véritable médiation politique sinon celle brève en 1974 (en coalition avec le MSP de tendance islamiste) et en 1978 du CHP de B. Ecevit que ses détracteurs (externes au parti, pour des raisons évidentes, mais aussi internes, parce que les querelles de personnes sont un trait particulier de la culture politique turque) ont taxé abusivement de "populiste irresponsable". Or, une aile du CHP avait commencé à repenser le rapport de l'Etat à la société en remettant en cause l'orthodoxie kémaliste. C'est au cours de ces brefs moments que l'on s'est le plus rapproché -tout en étant très loin- d'un "juste rapport" entre l'Etat et la société. Médiation de toute évidence mince et peu rigoureuse, vite diluée et étouffée par ses divisions internes, par son arithmétique parlementaire, par son compromis inévitable et suicidaire avec des personnalités de la droite libérale, souvent arrivistes et corrompues, pour empêcher le régime de basculer à l'extrême-droite, par le sabotage violent de l'opposition et par une situation économique catastrophique etc. La médiation partisane serait-elle condamnée à l'impuissance dans un pays comme la Turquie chaque fois qu'elle avancerait un projet susceptible d'entraîner la mobilisation populaire inévitablement incompatible avec l'utopie de la classe dirigeante et/ou dominante ?

En outre la classe politique était incapable de négocier en raison notamment de l'absence d'un consensus autour de l'idée démocratique : on s'acheminera ainsi vers le blocage institutionnel et la désagrégation de l'unité de l'Etat, ceci accentué par la pénétration d'éléments proto-fascistes dans les rouages de l'Etat, deux facteurs qui vont contribuer à exacerber la violence politique.

L'explosion urbaine désordonnée et les disparités économiques et sociales qui en découlent constituent, à n'en pas douter, un des fondements de cette violence. Ainsi se trouve posé le problème insoluble de l'insertion sociale des migrants ruraux chassés de la campagne et attirés vers le pseudo-tertiaire plus encore que vers les industries des villes et condamnés à vivre dans un entre-deux que sont les bidonvilles (gecekondulular : littéralement "maisons de la nuit", car construites entre crépuscule et aube, selon une tradition de droit coutumier du bassin méditerranéen, on ne peut les abattre après le lever du soleil) à la périphérie des grandes villes. Le "hiatus culturel" (45) ou, si l'on préfère, le choc culturel que provoque le contact avec le monde occidental chez les jeunes pour la plupart d'extraction paysanne et qui sont vite séduits par les idéologies totalitaires facilite l'accès aux filières captivantes du recrutement des futurs agents terroristes. Les rabatteurs opérant dans les gares ou autogares, repèrent très vite le jeune un peu perdu qui débarque en ville ; pris en charge (logement, argent de poche) il est très vite endoctriné (47) ; pris dans le jeu, il ne peut plus "trahir la cause" sous peine de mort. Le colonel Türkeş avait expressément ordonné à ses militants d'assassiner les "renégats" (dâvadan dönenler).

Les leaders terroristes n'ont donc pas de peine à recruter des adhérents parmi les jeunes déracinés et désœuvrés qui se résignent moins bien que leurs parents aux conditions de vie misérable des quartiers de squatters. Selon une étude récente, 68,4 % des terroristes de droite et 74,4 % des terroristes de gauche arrêtés à Ankara sont originaires de lieux autres que les trois grandes villes, Istanbul, Izmir et Ankara (48). Il semble aussi que l'exode rural surtout vers les petites villes comme Çorum, Sivas, Malatya, etc. des populations alevî ait quelque peu rompu la ségrégation qui existait auparavant sur le plan spatial. Ce brassage des populations alevî et sunnites a ouvert la voie aux provocations qui ont été souvent à l'origine des affrontements entre membres de la minorité religieuse alevî et sunnites.

Ş. Mardin estime que l'exode rural a, en définitive, davantage "ruralisé" la ville qu'"urbanisé" les paysans. Son approche culturaliste de la violence essentiellement estudiantine souligne la "dislocation culturelle" qui a donné naissance à cette violence (49). Le contraste entre les idéaux de la société turque traditionnelle, tels que courage, générosité, équité, entraide, et les nouvelles règles du jeu fondées sur la ruse, la fourberie, l'avarice, ont accentué chez les jeunes le mépris envers la société bourgeoise (50).

On peut également se demander si l'on n'est pas en présence, en Turquie, d'un type de culture politique violente. Dans cette société où près de la moitié de la population a moins de quinze ans, la violence est, en effet, une culture qui s'apprend, se vit, se reproduit. Hormis les formes plus diffuses comme la socialisation des enfants par l'Etat à la violence - qu'il dénonce - ("tous les petits Turcs sont de petits soldats"), les livres scolaires et l'enseignement dans les écoles contribuent à modeler les esprits des enfants suivant les seuls critères de l'obéissance, de la non-critique et de la non-recherche. On peut y ajouter : l'exaltation de la virilité (macşisme) que l'on peut observer avec F. Frey jusque dans

les noms propres (51) : Vural (frappe et attrape), Savaş (la guerre), Ateş (le feu), Korkut (fais peur), Cenk (le combat)..ou Demirel (main de fer) etc ; le fait que la vie quotidienne (télévision, presse écrite) est inondée d'images de la violence, sans parler de la violence latente dans les relations interpersonnelles, .., intersociales (plus de cinquante personnes périrent dans une ville anatolienne en 1967 au cours des bagarres qui ont opposé les tenants de deux équipes dans une partie de football) et de la frustration sexuelle.

Dans une société où la mort est tenue pour banale, les engagements de paix pris entre familles rivales du genre "celui qui rompra le pacte de paix ne sera pas enseveli à sa mort : sa dépouille mortelle deviendra la proie des vautours" (52) résistent mal à la vendetta (kan. dâvası) vieille pratique qui, dans la situation cauchemardesque de cette période, est venue se superposer ou même se confondre avec le terrorisme politique.

Une autre dimension de ce phénomène est ce qu'un psychanalyste appelle "le terrorisme érostratique" (53). Sans verser dans le psychologisme citons deux explications concordantes : "Détruire, saccager, violenter, c'est un moyen d'être en prise, d'imposer sa marque, de laisser des cicatrices .. l'homme qui détruit a le sentiment de posséder pleinement" (54). Plus intellectueliste : "le terrorisme donne à l'individu la sensation, l'illusion de se recréer ; extrapolant sa critique intellectuelle en une gestuelle cathartique, il veut atteindre au-delà de l'engagement politique et tactique un point de non-retour" (55). Le cas de M. Ali Ağca, assassin présumé du journaliste A. Ipekçi et auteur de l'attentat contre le pape Jean-Paul II mériterait, entre autres, un examen de ce point de vue. Le cas est toutefois complexe, compte tenu des interférences étrangères évidentes.

Au jeu des Grandes Puissances dont l'une visait à instaurer un régime plus "musclé" et plus indiscutablement pro-occidental et l'autre à déstabiliser, s'ajoutaient les activités très lucratives (à la fois entre autres pour le "milieu" turc et la Bulgarie qui faisait ainsi, d'une pierre deux coups) de la contrebande d'armes, en échange de stupéfiants d'origine asiatique ou turque.

Last but not least il faudrait mentionner les provocations policières. En dehors du cas connu du provocateur M. Kaynak démasqué en 1971, un autre cas particulièrement suspect est celui d'I. Aydın, infiltré auprès des gauchistes avant l'intervention militaire du 12 mars 1971 et brusquement disparu après celle-ci. Les anciens terroristes interrogés récemment avouent, en faisant probablement allusion au meurtre du consul israélien à Istanbul, E. Elrom, que les actions terroristes entreprises avec



l'aide ou sur l'instigation de cet agent provocateur étaient en elles-mêmes des erreurs graves (56). Par ailleurs, le fait que le chef de la police d'Istanbul ait pu être destitué, en 1971, sous l'accusation d'avoir "incité les terroristes à l'action" était assez révélateur des luttes que se livraient des factions rivales plus ou moins portées à radicaliser la répression (57). Il semble également que des agents de la police aient tout fait pour introduire la drogue dans les diverses facultés d'Ankara afin de discréditer le mouvement étudiant (58). Les provocations policières ne furent pas l'unique procédé utilisé par le pouvoir étatique.

### "L'ogre philanthropique"

La tradition étatique séculaire en Turquie, a développé chez le peuple anatolien, dont les voyageurs étrangers constataient déjà à l'époque de l'Empire ottoman la frugalité et la sobriété, une conscience étatique, comme en témoigne, entre autres la profusion des expressions qui louent l'infailibilité et la générosité de l'Etat telles que : "Que Dieu protège l'Etat" (Allah devlete zeval vermesin) ; "l'Etat est généreux" (Kerim devlet) ; "l'Etat le sait mieux que nous" (Devletin bir bildiği vardır).

En raison d'une multiplicité de facteurs qu'on ne saurait réduire à la coercition, la résignation de la population traduite par les dictons précités en témoigne - faute de verser dans une analyse simpliste et par conséquent fautive, l'Empire ottoman d'abord, la Turquie républicaine ensuite, celle-ci en dépit de l'unicité du nationalisme turc - ont su préserver les équilibres fragiles entre les diverses ethnies, les communautés religieuses et les classes sociales. Toutefois, la coercition voire la terreur ont occupé et occupent encore une place essentielle dans l'action de l'Etat.

On sait que le terrorisme d'Etat peut revêtir des formes multiples : emprisonnements massifs, tortures, massacres collectifs, représailles généralisées, bombardements de populations civiles, menaces, violations de domicile, déprédations de toutes sortes, sans parler des atteintes portées à la liberté d'expression, à la liberté de travail. "Le terrorisme a le culte du pouvoir d'Etat" écrit L. Dispot "Il est né en son sein" (59). Les Turcs n'ont échappé qu'à quelques unes des armes de la panoplie étatique. La falaka (bastonnade sur la plante des pieds) est une pratique courante dans les centres de détention ; elle l'était il n'y a pas si longtemps dans les écoles. Les droits de l'homme sont en Turquie, une notion récemment importée d'Occident.

Dans la période qui nous retient ici, caractérisée par une exacerbation générale du nationalisme, attisée par l'extrémisme et le chauvinisme, tout devait basculer plutôt tôt que tard. Au cours des années de gouvernement du "front nationaliste", le terrorisme d'Etat, érigé en véritable institution, appelait sans ambages à la lutte des patriotes contre ceux qui ne l'étaient pas, des ennemis du peuple contre ceux qui le soutenaient et il encourageait toutes autres positions extrémistes qui ne faisaient qu'attiser l'intolérance, la rancune et la haine. Le pouvoir nationaliste a utilisé par ailleurs les divergences ethniques ou religieuses et n'a jamais tenté de tenir le rôle d'unificateur de la population du pays (60). Or comme le relève un auteur italien, dans sa violente diatribe contre l'Etat italien, "la population qui est généralement hostile au terrorisme, et non sans raison, doit ensuite convenir que, au moins en cela, elle a besoin de l'Etat, auquel elle doit aussi déléguer les pouvoirs les plus étendus pour qu'il puisse affronter avec vigueur la tâche ardue de la défense commune" (61).

La poussée sociale de la fin des années 1960 et du début de la décennie 70 que nous avons soulignée semble avoir été déterminante dans le terrorisme d'Etat. M. Tağmaç, le chef d'Etat major, avait quelque temps après la grande manifestation ouvrière d'Istanbul en juin 1970 et juste avant le coup fourré du 12 mars 1971 exprimé son inquiétude devant l'ampleur de cette poussée sociale en déclarant : "Le réveil social a devancé le développement économique. La Turquie ne sera pas abandonnée à la rue" (62). La violence avec laquelle (une "massue sur la tête des coupables" selon le mot du premier ministre de l'époque) (balyoz harekâtı) le pouvoir d'alors mena la lutte contre ceux qui osaient "lever la tête" apporta un renfort extraordinaire à la prise de position opposée. La répression sans précédent (la "répression du banditisme urbain" selon les autorités militaires) qui s'abattit non seulement sur les "gauchistes" partisans des méthodes violentes, mais également sur la gauche modérée, les libéraux, les non-conformistes, qui n'avaient rien de commun avec les terroristes, loin de contribuer à l'apaisement, ne fit qu'enclencher plus profondément encore le désastreux engrenage de la violence.

C'est également au lendemain de l'intervention militaire de mars 1971 que l'expression de Kontrgerilla vit le jour en Turquie. Les préparatifs en vue de la création d'un tel corps remontent aux années de la "guerre froide" et notamment à la création, en 1965, du "Département de guerre spéciale" (Özel Harp Dairesi) rattaché à l'état-major général. La C.I.A. jouait un rôle majeur dans cette construction qui visait en tout premier lieu des officiers des corps d'armée divers mais aussi la gendarmerie (63).

Des instructions secrètes étaient fournies quant aux surveillances à exercer en milieu urbain, ouvrier, villageois, rural etc. et sur les groupes à surveiller tout particulièrement. Parmi ces directives il y avait celle d'empêcher les guérilleros de se sentir parmi le peuple "comme des poissons dans l'eau". Comment "éponger l'eau" ? Le premier moyen fut une campagne frénétique contre les organisations progressistes, une intimidation des populations allant jusqu'au déplacement de citoyens (64).

La Kontrgerilla "classait" la population en trois catégories : les convaincus de la thèse révolutionnaire, les "tièdes" et les opposants. Des attitudes diverses étaient recommandées suivant quel'on avait à faire à chacune de ces catégories. Certaines catégories "non-classables", les populations en quelque sorte "marginales", étaient automatiquement incorporées dans le tiroir "ennemi". Il en était ainsi des enseignants et des étudiants grosso modo, des Kurdes, des nomades, des villageois qui se battent pour la terre, des ouvriers qui font grève etc.

Les méthodes "recommandées" étaient de plus en plus dures à partir du moment où il fallait lutter contre une véritable insurrection populaire et allaient depuis la technique d'affamer la population, de la priver d'eau, de lumière, de routes etc. jusqu'à l'assassinat de petits fonctionnaires d'Etat étant le plus directement en rapport avec le peuple (65).

C'est ainsi que les causes qui sont à l'origine de plusieurs événements particulièrement sanglants de cette période restent dans l'ombre et trois années de pouvoir militaire n'ont pas permis de tirer celles-ci au clair. Exemple, les événements du 1er mai 1977 : au cours du rassemblement organisé par la centrale syndicale de gauche DISK, sur la place de Taksim à Istanbul, des coups de feu tirés sur la foule par des individus juchés sur les toits d'immeubles surplombant la place avaient créé une panique dans la foule, provoquant ainsi la mort de plus de cinquante personnes. Il est impossible de ne pas faire un rapprochement entre ces incidents sanglants et les moyens préconisés par la Kontr-gerilla et les services de sécurité (M.I.T., infiltrés par l'extrême-droite) comme toute une série de meurtres, vols, enlèvements, bref toutes actions condamnées généralement par la population, qui étaient à mettre ensuite sur le compte des mouvements révolutionnaires et progressistes, afin de les diviser et les discréditer (66).

D'autres moyens moins brutaux étaient également utilisés, à savoir la promesse de réformes à accomplir qui permettraient d'obtenir la passivité, la patience, la docilité de la population. Dans ce même sens, il était aussi jugé opportun d'envisager de changer de gouvernement, d'avoir recours à des personnalités susceptibles de faire baisser la tension (67).

Les militaires ont toujours été soucieux de se manifester le moins possible dans les activités de la Kontrgerilla parfaitement conscients que ce rôle ne pouvait que les desservir auprès de tous. Dans leur préoccupation de trouver des civils pour accomplir leurs projets, ils ont eu souvent recours à des subterfuges en utilisant des "militaires en civil" (68). "Autant, en effet" écrit un auteur "le terrorisme de l'opposition se doit, précisément, pour assurer son efficacité, d'être ostensible, spectaculaire, exhibitionniste, autant pour garantir la sienne, la violence institutionnelle se doit, au contraire, de demeurer anonyme, de se manifester souterainement et de manière occulte, en d'autres mots de se dissimuler" (69). "Couleur muraille", selon la formule de Michel de Certeau, "les maîtres cachent leur violence dans un système universel et obligatoire" (70).

Après quelques années d'efforts infructueux déployés de façon uniquement policière pour anéantir le mouvement révolutionnaire, la nécessité d'avoir recours à une idéologie, à un parti politique structuré et ayant une certaine cohérence de pensée se serait fait sentir. Ainsi entrainé en scène le MHP (Parti du mouvement nationaliste) drainant avec lui les "Foyers de l'idéal" (Ülkü ocakları) composés d'une minorité de personnes bien entraînées, disséminées à travers tout le pays, dotées de moyens financiers suffisants et surtout animées de la foi indispensable pour mener à bien ce combat. Ainsi furent formés aussi "les combattants pour la libération des Turcs en esclavage" (ETKO) qui étaient des forces civiles recevant un entraînement para-militaire. A côté de la violence verticale (ou oblique) il y avait aussi une violence horizontale plus meurtrière.

### Les acteurs

Les protagonistes de ce jeu sanglant étaient donc le mouvement proto-fasciste, le "gauchisme" et le courant islamiste dont les projets implicites et parfois explicites étaient respectivement de recupérer l'Etat "à portée de la main", prendre l'Etat "bourgeois" et détruire l'Etat "athée", projets nourris de totalitarisme. Il faut se tourner vers le Chili, le Cambodge ou l'Iran pour en rechercher des équivalents. L'idéologie du coup d'Etat de septembre 1980 y a puisé ses arguments pour légitimer son action. Le second et le troisième ne pouvaient pas renverser l'Etat, encore moins le prendre, pour des raisons sociologiques évidentes.

Pour le mouvement proto-fasciste, le plus redoutable de tous et de loin, représenté par le MHP et ses acolytes, la violence était la poursuite de la politique mais par d'autres moyens. Déjà à la fin des années 60, les camps d'entraînement du colonel Türkeş fonctionnaient dans plusieurs villes anatoliennes. Les jeunes y étaient formés par R. Baykal, l'un des auteurs du coup d'Etat de 1960. Dès 1968, ces commandos d'extrême-droite dont C. Sunay, alors Président de la République aurait proclamé qu'ils étaient en fait, les forces d'appoint de l'Etat (72), se mettaient à l'ouvrage et commençaient de prendre pour cibles, un peu partout, les jeunes gens de la gauche. A. Türkeş n'hésitait pas à déclarer au sujet de ces commandos : "il est vrai que ce sont les membres du parti qui forment les commandos (...) je les soutiens tout-à-fait" (73).

Homogène et unitaire en dépit de quelques voix discordantes (74) contrairement à une extrême-gauche très morcelée, nichée au sein de l'appareil d'Etat surtout aux moments de la participation du MHP aux gouvernements de coalition dits de "front nationaliste", dans les années 1975-78, le mouvement proto-fasciste se proposait d'assister l'Etat. Y. Michaud : "Les raisons du tortionnaire métamorphosent sa violence en devoir d'Etat ; le commando fasciste ne pratique pas la violence mais fait régner l'ordre dans la rue" (75). Réclamant la liquidation pure et simple des "communistes" ou réputés tels, bref un massacre à l'indonésienne, ce mouvement bénéficiait du soutien financier de certains secteurs de la classe capitaliste. A ce

propos un observateur écrivait en 1979 : "La terreur fasciste en Turquie n'est nullement une aberration ou un épiphénomène ; elle constitue une arme que la classe capitaliste tient en réserve pour s'en servir en cas de nécessité, dans la lutte pour l'appropriation des ressources de l'économie au détriment des masses populaires" (76).

Ayant, comme les autres mouvements de même nature, pour caractéristiques "la mobilisation reposant sur des valeurs (la patrie), la contrainte disciplinaire (l'obéissance au sergent), ou l'excitation allélomimétique du groupe (les camarades)" (77) (ce dernier élément étant aussi valable pour l'extrême-gauche) le "Mouvement de renaissance" turc (Diriliş) rappelant "Allemagne, réveille-toi !" des nationaux-socialistes allemands d'il y a cinquante ans, ne tient compte que des valeurs culturelles et historiques essentiellement turques. Il porte en effet la plupart des composantes du fascisme mussolinien et du nazisme hitlérien : nationalisme à outrance, racisme pantouranien, idolâtrie du chef. Son idéologie est le "nationalisme-socialisme" (milliyetçilik-toplumculuk), son programme est exposé dans une petite brochure : "Les Neuf Lumières" (Dokuz Işık). "Etat national, pouvoir fort" tel est le principe sur lequel doit être bâtie la société turque qui verra ainsi ses contradictions résorbées, les injustices qu'elle recèle disparaître et le développement économique et industriel y être assurés (78). Cet Etat doit être comme "un poing de fer dans un gant de velours" et chaque citoyen doit être animé de sentiments de confiance et d'amour vis-à-vis de l'Etat (79). Il serait en effet erroné de voir dans la violence para-légale du MHP ou plutôt de son "parti en armes", les Foyers de l'idéal organisés sur le modèle des 'squadri' italiens, une résistance à l'Etat. Bien au contraire, la statolâtrie est un des éléments constitutifs de cette idéologie et de cette action.

La stratégie de la tension du MHP pour lequel, comme du reste pour les autres terrorismes de droite, l'action prime sur le discours (80) et dont les chances électorales semblaient considérablement réduites, en dépit d'une progression évidente (respectivement 3,4 % et 6,4 % des suffrages aux élections de 1973 et de 1977), a réussi sur certains points, échoué en d'autres. Avec le passage des années, elle a réussi à faire basculer l'axe politique turc vers la droite. Misant sur une fraction de l'armée et réclamant sans cesse son intervention, elle a également réussi, d'autres facteurs aidant, à provoquer le coup d'Etat militaire de 1980. Elle n'a pas réussi cependant à le récupérer complètement même si son idéologie convergeait en certains points sans s'y confondre totalement, avec la conception autoritaire, répressive et nationaliste qu'ont du kémalisme, les nouveaux détenteurs du pouvoir, ce qui l'a relativement épargnée dans la répression.

Il faut souligner que ce mouvement a bénéficié tout au long des années 70 de la protection du Parti de la justice qui comportait à son tour une aile favorable à la manière forte, rassemblée autour de S. Bilgiç. Le rapport préparé en 1970 par la Sûreté nationale et mettant gravement en cause les agissements et les préparatifs du MHP n'a été rendu public que huit ans plus tard par le gouvernement Ecevit. "Vous ne pouvez pas me faire dire que les nationalistes commettent des crimes" avait déclaré S. Demirel qui n'avait pas voulu empêcher au début les jeunes de quelque bord qu'ils soient de se déchaîner, cherchant ainsi à effrayer les classes moyennes et à les convaincre de la nécessité d'un "gouvernement fort" qu'il n'avait cessé de réclamer.

Alors que l'extrême-gauche frappait surtout les militants d'extrême-droite ou les policiers qui avaient été mêlés d'une manière ou d'une autre à la répression des années 1971-73, les cibles de l'extrême-droite étaient très variées: militants d'extrême-gauche, sympathisants ou députés (A. Köksaloğlu) du CHP, avocats qui prenaient la défense des "gauchistes", journalistes, professeurs réputés démocrates (C.O. Tütengil, U. Doğanay, B. Karafakioğlu, B. Cömert etc), syndicalistes (K. Türkler), chefs de la police locale (C. Yurdakul), juges (D. Öz), (ces deux dernières catégories afin d'effrayer ou de neutraliser certains agents indépendants de l'Etat). "N'en tuez qu'un, vous en effraierez des dizaines de milliers d'autres" dit un vieux proverbe chinois. Il est à constater que le MHP s'est vigoureusement opposé à un projet de loi prévoyant des remises de peine pour les "terroristes repentis" décidés à collaborer avec la justice. Mme de Staël : "La vie de tout parti qui a commis un crime politique est toujours rattachée à ce crime, soit pour le justifier, soit pour le faire oublier à force de pouvoir" (81). Dans les années 70, un rapport de la commission d'enquête du Sénat rappelait le slogan repris à Mussolini et utilisé par le MHP "Suivez-moi lorsque j'avance, mais abattez-moi si je recule" et signalait le nombre de jeunes gens qui ont voulu quitter le mouvement de Türkeş et qui ont été abattus, assassinats camouflés en "accidents" ou "suicides" (82). Il faut dénoncer les terroristes qui ne doivent bénéficier ni de l'impunité ni de la "loi du silence".

L'élément islamique n'était pas absent, quoique secondaire et utilisé à des fins tactiques, dans l'idéologie et le mouvement proto-fascistes. Selon cette idéologie, toute tentative visant à séparer le turkisme de l'Islam est préjudiciable au nationalisme turc (83). Or cette synthèse était artificielle : il n'y a pas de mouvement religieux qui puisse se rattacher à cette idéologie. Il y a même eu entre les islamistes et les militants ultra-nationalistes, des conflits sérieux comme ceux qui surgissaient fréquemment entre les "loups gris" (Bozkurtlar) et les Akıncılar.

A l'instar de certains pays africains, l'islam représente, en Turquie républicaine, ce que C. Coulon appelle "une potentialité de non-intégration à l'Etat" (84). L'a-religiosité, la laïcité militante du kémalisme sont érigées en religion. R. Debray : "Les laïcs veulent du clerc, non par on ne sait quelle compulsion libidinale, mais parce qu'ils portent le clerc en eux comme un gage d'identité et de vie" (85). L'aliénation culturelle de la société turque d'aujourd'hui en découle en grande partie, aliénation culturelle qui est source de violence. R. Debray encore : "L'agnosticisme de l'Etat déplace la religiosité dans la société civile, en suscitant des amorces de contre-Etat" (86).

Les deux ordres religieux pourtant rivaux nurcu et Süleymancı entre autres, illustrent bien cet islam-refuge, cette non-intégration voire la résistance diffuse à l'Etat. Les premiers refusent de se considérer comme un ordre religieux ou comme un mouvement politique. De ce fait, aucune loi ou aucun article du code pénal ne peut être appliquée à leur endroit (87). Les Süleymancı quant à eux opèrent en parfaite clandestinité. Leur système d'expansion repose justement sur le principe de ne jamais rien écrire, ni publier pour ne pas fournir de pièces à conviction et ne pas donner prise à des poursuites judiciaires (88). Ils ne vont pas à la mosquée, non pas parce qu'ils sont non-pratiquants, mais parce qu'ils

estiment que la mosquée républicaine ne présente pas un caractère suffisamment religieux et que les imams qui y font le service ne sont pas des croyants dans le vrai sens du mot (89).

Force est de constater, toutefois, que les appels à la violence ont conservé dans le mouvement islamiste une portée extrêmement limitée. Certes, on voit parfois à la fin des années 60, les élèves des écoles imam hatip, (prédicateur) participer à des batailles entre étudiants (90). Certes des fanatiques comme M.Ş. Eygi pouvaient en 1969 lancer des slogans tels que "tous ceux qui ne vont pas à la mosquée sont des communistes, des sionistes, des mécréants. Vous devez tuer tous ceux qui ne sont pas des fidèles dès qu'on vous le demandera" (91). Le mouvement prend de plus en plus d'ampleur au cours de l'année 1969. Les incitations ouvertes à l'assassinat se font de plus en plus nombreuses et se traduisent parfois en actes comme le jour du "dimanche sanglant" (kanlı pazar). Certes, le 3 mai 1969, des incidents sont provoqués par des manifestants qui font irruption dans la mosquée où se déroulent les obsèques du Président de la Cour Suprême, I. Öktem, réputé pour ses prises de position radicales contre les mouvements anti-laïcs, incidents qui empêchent l'imam de faire la prière des morts (92). Certes encore, la presse religieuse se déchaîne surtout après 1974, se sentant en sécurité par la participation du MSP aux deux gouvernements de coalition dans lesquels il détient le ministère de la justice. L'organe officiel de l'Union nationale des étudiants turcs va plus loin en écrivant : "L'Islam unit la religion et le domaine séculier. Tout comme les obligations religieuses, l'Etat constitue un élément inhérent à l'Islam. Pour réaliser le système islamique de l'avenir, l'éducation religieuse et la préparation idéologique des masses devront être faites en vue de la lutte armée" (93).

Cependant ces appels restent isolés et l'islamisme dans sa version violente est tout-à-fait marginal par rapport aux deux autres mouvements. Il ne serait pas exagéré de constater même à son endroit un non-passage à la violence politique.

Face donc à une extrême-droite proto-fasciste et à un mouvement islamiste qu'on ne peut en aucun cas assimiler à la première, mais dont il faudra constater que dans les années ultérieures à 1975, il fut, notamment par le biais du MSP, l'allié de la droite, on assistait à l'extrême-gauche (94), à une rivalité entre groupes divers qui s'entre-déchiraient voire s'entre-tuaient, rivalité qui, assortie d'une phraséologie révolutionnaire, d'une bataille des slogans creux, anachroniques et périmés, ne visait qu'à attirer le petit groupe d'individus fluctuant autour des états-majors d'une myriade de fractions. Certaines de ces dernières étaient plus que des groupuscules puisque capables de mobiliser des milliers de militants à l'occasion d'un rassemblement. En parlant des terroristes russes, Dostoïevsky les définit comme un "prolétariat de bacheliers" qui n'a aucun lien réel avec les quelque quarante millions de moujiks qu'ils prétendent vouloir libérer (95). Dans le cas des gauchistes turcs, ce lien n'était pas inexistant mais il était artificiel et basé sur la peur ou sur l'agitation qui, à terme, se retournait contre eux-mêmes. Autre différence avec les terroristes russes, alors que ces derniers en petit nombre, étaient souvent bien instruits, il s'est agi dans le cas turc d'une sorte de "lumpen-intelligentsia" de déclassés ou de marginaux très souvent d'extraction provinciale.

On peut remonter au moins à 1968 pour voir les racines de ce mouvement et son passage progressif au politique et ensuite à la violence politique. Cette année-là a été marquée par des manifestations anti-américaines (notamment lors de la visite à Istanbul des navires de la VI<sup>e</sup> flotte) et les revendications qui se limitaient aux problèmes corporatistes (organisation des examens et des cours, problème des débouchés pour les licenciés, etc), se sont développées au début en dehors des organisations estudiantines existantes. Toutefois, grâce à ces organisations fortement politisées comme la Fédération nationale des étudiants de Turquie (progressiste) et de l'Union nationale des étudiants turcs (conservatrice), elles n'ont pas tardé à prendre un caractère politique.

Il est vrai qu'au début les jeunes ont été encouragés, soutenus par une partie de l'intelligentsia, favorable, sinon à une junte militaire à la péruvienne (de l'époque), du moins à une lutte extra-parlementaire (parlamento dışı muhalefet). Or au commencement des années 70, c'est-à-dire au moment où une partie de la gauche préconisait la lutte extra-parlementaire, stratégie qui a aussi donné naissance aux mouvements de guérilla urbaine et rurale, la Turquie n'était pas loin du Venezuela à propos duquel R. Debray écrivait, lorsqu'il analysait les échecs révolutionnaires dans ce pays, que "la violence révolutionnaire n'a pas de victoire en vue face à une république somme toute libérale et où le suffrage universel et une vie politique régulière canalisent et deviennent l'énergie des masses" (96).

Au début, il y avait chez ces groupes, une tendance à nouer des liens avec le peuple, quoique posée en termes hautains et paternalistes : il fallait "descendre au peuple" (halka inmek) (et non pas y aller !). Dès la fin de 1969, un de ces groupes, déçu par le parlementarisme et la "politique opportuniste" du TIP (Parti ouvrier de Turquie), formait des équipes qui étaient expédiées à Fatsa où la cueillette des noisettes donne lieu à des festivités villageoises dont on peut tirer parti, dans un double objectif : recruter et former des militants prêts à la lutte armée ; prendre connaissance du pays dans tous ses détails géographiques, dans la perspective de vraies batailles à livrer et à gagner. On abandonne vite cependant le travail sur le terrain, le travail des "masses" (kitle çalışması) pour ne plus songer, essentiellement, qu'à racoler des éléments prêts à se battre en "guérilla urbaine" (97).

Créé à la fin des années 60 par D. Gezmış \*, le THKO (Armée de libération populaire de Turquie) et constitué par M. Çayan \*\* et ses amis en 1970, le THKP.-C (Front-Parti de Libération populaire de Turquie) entreprenait en effet des préparatifs en vue de la guérilla urbaine. Pour ce qui est du premier, il semble que D. Gezmış (qui pourtant maîtrisait les techniques révolutionnaires, ayant suivi un entraînement militaire chez les guérilleros palestiniens, notamment chez le FDPLP de N. Hawathmeh)

---

\* Pendu en 1972 avec deux de ses camarades

\*\* Tué en mars 1972 à Kizildere avec neuf de ses camarades et trois techniciens étrangers qu'ils avaient enlevés à la base de radar britannique d'Onye.



voyait dans la guérilla urbaine une étape provisoire, un pas vers la lutte en milieu rural et urbain. Quant au second, son objectif était la "révolution permanente" sans que ce slogan implique une appartenance trotskyste, même si la pensée du révolutionnaire russe exerçait d'une manière diffuse une certaine influence sur quelques uns des membres de cette organisation, à travers notamment les écrits des auteurs trotskystes comme E. Mandel. Son point de départ était la conviction que la lutte des classes est une guerre civile et, en conséquence, que la révolution peut être accélérée par une attaque frontale lancée contre l'Etat et ses institutions. Seule la guérilla urbaine pouvait donc faire bouger les choses et amener la classe laborieuse à s'engager dans l'action. La Turquie était vue comme un pays sous-développé en marge de l'aire industrielle, présentant des caractéristiques propres au Tiers monde qui permettent la formation d'une armée révolutionnaire ayant de réelles chances de prendre le pouvoir. La lutte armée devait créer, tout comme la lutte de type anti-impérialiste, des conditions de désordre provoquant une révolte généralisée.

Après l'amnistie votée par l'Assemblée en 1974 grâce au CHP de B. Ecevit, amnistie que la droite considérera par la suite comme la cause première de la flambée de la violence qui a suivi, le THKP-C décapité à Kizildere et par conséquent "confronté à une crise de leadership et de stratégie" (98) se divisait en trois fractions : Halkin Yolu (La voie du peuple), Dev-Yol et Kurtuluş (Libération). Dev-Yol le plus puissant de tous ces groupes, tout en conservant son impact sur un assez grand nombre de militants et de sympathisants, donnera naissance à deux sous-groupes jamais d'accord entre eux sur l'analyse du passé récent ni sur la ligne à adopter : les Acilciler rassemblés autour d'une publication sur "les problèmes urgents de la révolution en Turquie" et le MLSPB (L'Union de la propagande armée marxiste-léniniste) qui est à l'origine, entre autres, des assassinats de N. Erim, ancien premier ministre, İ. Darendelioğlu, journaliste nationaliste et ancien parlementaire et vraisemblablement G. Sazak, ancien ministre, ces deux derniers étant membres du MHP. D'un autre côté, le TIIKP (le Parti révolutionnaire ouvrier paysan de Turquie), fondé en 1972 par D. Perinçek et İ. Kaypakaya, l'une des figures légendaires du maoïsme turc, tué en 1973, se scindera en deux, l'un autour de D. Perinçek, l'autre, le TIKKO, une organisation partisane de la lutte armée, se réclamant jusqu'au bout de İ. Kaypakaya et dont certaines fractions se sont spécialisées dans le hold-up des banques. Il semble que l'évaluation diverse de l'image de l'URSS ait été un motif important de tout ce morcellement de l'extrême-gauche.

"Notre groupe ne discernait pas bien la voie à suivre. Aucun mouvement marxiste ne nous guidait. C'est cela qui nous a mené au désespoir, et de là dans les chemins hasardeux du terrorisme. Une fois là, le "mythe du héros" s'est emparé de nous". C'est en ces termes que Y. Küpeli, un des anciens membres de l'organisation Dev-Genç, archétype du gauchisme, analysait l'action de son organisation en répondant aux questions d'un journaliste qui avait organisé des entretiens avec les leaders des mouvements d'extrême-gauche emprisonnés (98). Il soulignait par la suite l'absence de "maître à penser" pour la gauche révolutionnaire, l'ignorance réelle qui caractérisait tous les groupes, pour ce qui concernait la situation du pays, sa composition sociale ou encore les forces qui y prédominaient (100).

N. Töre, leader des groupes de jeunesse, confesse également l'ignorance totale de l'idéologie marxiste qui le caractérisait ainsi que tous ses amis, incapables qu'ils étaient de faire la différence entre un Che Guevara et Lénine par exemple (101) (péché plus grave et autocritique plus audacieuse). Un point plus important à retenir de tous ces entretiens : la manière dont les uns et les autres traitaient le peuple. Ainsi, pour E. Kürkçü, seul rescapé de la tuerie de Kizildere, et ancien président de Dev-Genç, le prolétariat en Turquie n'était pas politiquement mûr. Les classes sociales n'avaient pas acquis une conscience de classe. Quant au groupe, il a lutté pour instaurer, pour pratiquer le marxisme, mais "nous n'avons pas su créer une classe ouvrière puissante" (102). A travers cet argument, on voit poindre la "révolution venant d'un haut", l'autoritarisme, le dirigisme intellectuel qui caractérisait -qui caractérise encore- outre les dirigeants de cette gauche, une bonne partie de l'intelligentsia turque.

Seule voix discordante -mais peut-on penser tardive et plus formelle que réelle-, celle de N. et I. Demir, deux maoïstes (103). Pour eux, le terrorisme est totalement condamnable car "avoir recours au terrorisme, c'est ne pas faire confiance aux masses, au peuple. Lorsque les masses prennent conscience de leur force et entreprennent de lutter, le terrorisme devient vain. C'est donc près du peuple, au milieu de lui, qu'il faut se situer pour mener la lutte révolutionnaire". Et les Demir de reprocher à l'"autre" extrême-gauche de reprendre à son compte le slogan célèbre de la droite qui dit "ce peuple ne mûrira jamais" (adam olmaz). Ainsi donc, disent-ils, ceux qui veulent libérer le peuple commencent par lui retirer la confiance que l'on doit fonder en lui.

K. Bumin s'est posé la question de savoir si un mouvement se réclamant de la "gauche" mais se manifestant avec des valeurs militaristes telles que la hiérarchie, la discipline, l'autorité, est en mesure de créer une société démocratique ? Il constate une certaine symétrie entre les propositions de l'extrême gauche et de l'extrême-droite (104) :

Si eux ils ont une armée, nous avons notre "armée du peuple",  
Si eux ils ont des tribunaux, nous avons nos "tribunaux du peuple",  
Si eux ils ont une discipline aveugle, nous avons notre "discipline  
d'acier",  
Si eux ils ont une hiérarchie, nous avons notre avant-garde du  
prolétariat,  
Si eux ils ont une violence contre-révolutionnaire, nous avons la  
violence révolutionnaire.

La tactique des mouvements fascistes est connue qui consiste à "identifier" les siens pour mieux les opposer aux "autres". L'occasion était vraiment trop belle pour les fascistes de Turquie : ils n'ont pas hésité à déchirer certaines régions de l'Anatolie centrale ou du Sud-Est et à dresser les Turcs contre les Kurdes et les Sunnites contre les Alevi. A ce type d'identification, il était inévitable que le type opposé d'identification fasse pendant (105).

L'une des plus importantes organisations kurdes ayant fait du terrorisme, la base essentielle de son action, celle des Apocu (créé en 1974 par A. Öcalan et dont le véritable nom était Parti ouvrier du Kurdistan) avait choisi comme terrain de manoeuvre les régions de Diyarbakır et surtout d'Urfa. Cette dernière est dominée par quelques tribus dont la plus célèbre est celle des Bucak (dont le chef fut député au Parlement, membre d'AP) en rivalité constante avec une famille très influente, celle des Paydaşlar (dont le chef était un ancien député du CHP). C'est en exploitant habilement les différends qui opposaient les deux familles depuis de longues années que les Apocu ont réussi à établir des rapports directs avec la population locale kurde. Soutirant de l'argent des unes et des autres, contre des promesses de protection, d'aide et de soutien aux deux familles à la fois, les Apocu ont donc pu acquérir une place importante auprès de tous les paysans. Aussi plusieurs de ces derniers se sont-ils trouvés, sans trop le comprendre, faire partie de cette organisation. Contre la politique de "turquification" du pouvoir central, les Apocu s'adressaient aux instituteurs, le plus souvent kurdes eux-mêmes, et leur intimaient l'ordre de ne plus hisser le drapeau et de ne plus faire chanter l'hymne national turc tous les matins. Les instituteurs qui transgressaient ces ordres étaient enlevés et mis à mort après des tortures épouvantables (106). Il semble que, contrairement aux Apocu qui luttèrent pour créer un État kurde indépendant, les militants du KUK (Libérateurs du Kurdistan national) défendaient la thèse de l'autonomie. Les deux groupes Apocu et KUK étaient d'ailleurs des ennemis irréductibles. On a vu des membres du KUK venir soutenir des combats que certains aga (propriétaires terriens) livraient aux Apocu (107).

#### Non-transformation en mouvement social

Dans la spirale de la violence, hormis les cas innombrables de terrorisme individuel qui relevaient plutôt de la criminalité, on peut observer des affrontements très sanglants comme ceux de Malatya, Sivas, Kahramanmaraş et Çorum qui se présentent comme la reproduction d'un scénario plus ou moins identique. Voyons les faits :

Malatya, avril 1978. Il s'agit d'une ville fragile sur les plans social, politique, religieux, ethnique. Et où règne la méfiance entre citoyens, clans et tribus. Le paquet contenant une bombe destinée au maire de Malatya, H. Fendoğlu, grand propriétaire foncier, personnalité très populaire, et élu "indépendant" grâce au soutien des trois partis de la droite, bombe dont on apprendra par la suite qu'elle a été fabriquée par un militaire (108)-très vraisemblablement militant d'extrême-droite-appartenant au Centre de recherches nucléaires d'Ankara, tue son destinataire ainsi que trois autres membres de sa famille. La nouvelle de l'attentat à peine répandue à Malatya déclenche aussitôt des actions extrêmement violentes contre le gouvernement Ecevit. Des hordes AP, MSP et MHP se ruent sur les bâtiments du CHP, de Töb-Der (association des instituteurs progressistes), imprimeries diverses et autres, ainsi que les alevî, leurs maisons, leurs bureaux ou boutiques qui sont gravement endommagés ou brûlés (109).



Sivas, septembre 1978. La "jeunesse musulmane" distribue de petits tracts mettant en garde les alevî et qui mettent le feu aux poudres : "Dans le temps vous faisiez appel au Chah\*. Maintenant vous vous adonnez tous au communisme... mais nous ne vous laisserons pas faire !" (110). Des troubles graves dans le quartier habité par les alevî s'ensuivent. Il y aurait eu dans cette ville des membres de la sûreté déplacés par le gouvernement Ecevit et désireux de tirer vengeance de leur "mise à l'écart" (111). Le député CHP de Sivas, A. Köylüoğlu, rapporte même les paroles d'un commissaire qui aurait dit : "Je ne quitterai pas ce coin sans y avoir provoqué une guerre civile" (112). Ces incidents en présagent de plus amples et plus graves qui ne tardent pas à se produire.

Kahramanmaraş, décembre 1978. Les militants d'extrême-droite plastiquent délibérément (113), le 19 décembre, une salle de cinéma où l'on projète pourtant un film "nationaliste". En criant "les communistes ont lancé une bombe", ils entendent soulever les sunnites contre les alevî dont la majorité est traditionnellement proche de la gauche. Deux jours après, deux instituteurs progressistes sont assassinés. Le lendemain, des militants d'extrême-droite empêchent la cérémonie religieuse et leurs slogans assimilent communistes et alevî. Les événements se développent, la rue est aux hommes de main. Le 23 décembre, ceux-ci attaquent les quartiers alevî de Yenimahalle, Yörükselim et Yusufklar, les bâtiments officiels et ceux des partis de gauche. Le 24, un millier de militants de droite, scandant des slogans religieux, allument des incendies et veulent s'en prendre à la préfecture et à l'hôpital pour y achever plusieurs centaines de blessés (114). C'est l'épisode le plus sanglant de cette période qui a fait près de deux cents morts en une seule journée.

A Kahramanmaraş les alevî étaient surtout concentrés dans les environs de la ville où, jusqu'à une date récente, ils s'occupaient exclusivement d'agriculture sur des terres peu fertiles. La construction d'un barrage à Kartalkaya permettant l'irrigation de leurs terres a contribué à accroître leurs revenus (115). Depuis lors, ils ont afflué vers le centre de la ville, où ils se sont intéressés au commerce. Leur bien-être croissant devait provoquer bien des jalousies dans la communauté sunnite traditionnellement conservatrice. Par ailleurs, il y avait dans cette ville quelques industries prospères dont deux particulièrement importantes (116) appartenant à des familles puissantes. Il s'est trouvé que la MISK (Confédération syndicale contrôlée par le MHP) qui réunissait une partie des ouvriers de la filature -une de ces deux industries- se vidait peu à peu de ses adeptes qui la quittaient pour la DISK, concurrente depuis peu. L'alarme était grande chez les patrons, déjà préoccupés par les conditions locales de la production de coton (117). En effet, cette production était assurée par les villages alevî situés très souvent autour des fiefs de grands propriétaires puissants. Ceux-ci de leur côté, se sentaient en danger quant à la conservation de leurs immenses domaines, depuis qu'à Ankara soufflait un vent de réformes qui aurait pu aller, un jour ou l'autre, jusqu'à une réforme agraire. En bref, on décide de passer à l'action et de débarrasser la région des "communistes alevî". Les invites aux meurtres tombent du haut des minarets, assortis des menaces les plus terribles pour tous ceux qui ne prendraient pas part à la croisade contre les félons.

---

\* Il s'agit du Chah Ismail d'Iran (XVI° siècle)

Çorum, mai puis juillet 1980. Cette ville, de population essentiellement agraire a été au cours des décennies 60 et 70 l'objet de grands mouvements de population : d'une part, les gros propriétaires terriens ont été de plus en plus attirés par les activités de la ville ; d'autre part, une partie de la population des environs, chassée par la misère, est venue s'installer dans Çorum même (118). Cette dernière entreprend des activités dans plusieurs domaines, achète et vend des terrains, ouvre des commerces et finit par occuper des places importantes dans les activités majeures. Les jeunes sont envoyés à l'école et même à l'université à Ankara. Ainsi, l'équilibre social prévalant de tout temps se trouve rompu au détriment des sunnites qui se plaignent de voir "ces gâvur (infidèles) ces kizılbaş (têtes rouges) venus des montagnes chasser les habitants des villes" (119).

Tous ces éléments ont grandement contribué à développer à Çorum les divisions que les extrémistes des deux bords y avaient semées. L'extrême-gauche était loin d'être inactive dans ce département. Elle a su habilement exploiter les diverses politiques suivies sur la culture du pavot, très répandue dans la région. Aussi, après le coup porté à la gauche avec le mémorandum du 12 mars 1971, celle-ci a-t-elle pu réunir à Çorum une base importante lui permettant d'assurer la sécurité de ses activités.

Lorsque la police elle-même se trouve divisée entre gauche et droite, l'inévitable front de guerre est instauré. Le 20 mai 1980 a lieu la première confrontation armée entre les deux blocs. Les combats sont sauvages et font beaucoup de victimes. Une deuxième vague de terreur est déclenchée en juillet 1980, délibérément, par des provocateurs qui crient à tous les coins de rue que "les communistes ont incendié la mosquée Alâaddin".

Tout au long de cette période, dans d'autres chefs-lieux de départements ayant plus ou moins les mêmes configurations sociologiques, notamment à Tokat, Bingöl, Adıyaman, Muş, Gaziantep le même scénario se répète : des provocateurs ameutent la foule en criant : "Les communistes vont s'attaquer aux mosquées" (120).

Seuls les événements de Fatsa et de Tariş (İzmir) semblent, par leur spécificité et leur envergure, échapper à ce schéma. "En vue de restaurer l'autorité de l'Etat" les forces de l'ordre appuyées par des unités d'infanterie et des commandos de parachutistes ratissent, le 11 juillet 1980, la petite ville de Fatsa située sur le littoral de la mer Noire. Cette opération de grande envergure vise à l'élimination des "comités populaires", véritables autorités parallèles, élus par le peuple et qui fonctionnent sous l'égide de la municipalité de la ville. Au cours de cette "descente" de l'armée et de la police qui bloquent toutes les issues de la ville, des policiers sans mandat de perquisition, accompagnés d'individus dont le visage est dissimulé sous des cagoules, arrêtent tous ceux que ces derniers leur indiquent. Le premier ministre, S. Demirel, déclare après cette opération qui dure deux jours, qu'on était obligé d'intervenir afin de "venir à bout de Fatsa" (Fatsa'nın hakkında gelmeye mecburu) (121).

On reprochait à F. Sönmez, ancien tailleur de profession, légalement élu maire indépendant de Fatsa en 1977, après une campagne électorale soutenue par Dev. Yol, d'avoir dirigé dans sa ville une "commune" animée par des "comités populaires". Ces comités composés de trois à six membres, suivant l'importance des quartiers, étaient chargés de résoudre les problèmes

qui se posaient à la population, de quelque ordre qu'ils soient, sans passer par les autorités légales. En dernier ressort on soumettait à la municipalité les questions qui n'avaient pu être réglées (122).

Selon le réquisitoire du procureur au procès de Fatsa, où sont jugés plus de huit-cents personnes, Fatsa a réduit peu à peu les représentants de l'Etat à une totale impuissance. Une série de conflits a contraint la plupart des habitants à renoncer au recours à tout organisme de l'Etat, hôpital compris (123). On renvoyait les enseignants nommés par le ministère qui déplaisaient à la population au risque de suppression de nouvelles nominations. Nombreux étaient ceux qui s'armaient "pour assurer leur propre sécurité". La municipalité n'entreprenait rien sans en référer au peuple. "L'union des dirigeants et des dirigés n'avait jamais été aussi totale" observait un jour un membre du parti conservateur, AP.(124).

Le maire élu, appuyé par Dev-Yol, semble avoir utilisé plusieurs arguments et moyens pour s'assurer le soutien des habitants de Fatsa où, selon certains témoignages des femmes participaient activement à la "gestion" de la ville : en organisant la production (vitale pour la région) et la commercialisation des noisettes, en approvisionnant le marché de produits qu'on trouvait relativement à bas prix. Selon le procureur il aurait également interdit l'alcool et le jeu à ses militants, allant ainsi dans le sens des usages conservés par la majorité de la population. Ces éléments auraient grandement contribué à souder le peuple autour du groupe Sönmez.

Aussi s'agissant uniquement de Fatsa, faudrait-il accueillir avec quelque précaution cette affirmation d'A. Samim - qui demeure juste pour les autres cas - : "But even when villages and sections of cities became indirectly administered by the left groups, they showed a fatal inability to do more than display their martial courage. No communal reforms were launched or popular bodies created which might have shown the local people how to organize or improve their conditions" (125).

Parallèlement à cette "forme populaire d'organisation au niveau local" (J.F. Bayart) les événements de Tariş revêtent une autre forme populaire, "une résistance explicite mais ponctuelle" (Bayart).

Izmir où l'état de siège n'est pas en vigueur, contrairement à plusieurs autres départements, est en février 1980, le théâtre de violents affrontements. La grève décrétée dans les usines de Tariş (appartenant aux coopératives de cultivateurs dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement) sur base de revendications salariales, grève qui n'est suivie, selon les responsables de la direction que par 10 % des effectifs (126), dégénère en conflit du fait que les ouvriers qui se conforment à l'ordre de grève, sont non seulement menacés mais souvent attaqués. C'est ce que dénonce le représentant de la section locale de la confédération syndicale DISK (127). Suivent des licenciements (en fait une purge de militants de gauche) décidés par les nouveaux dirigeants, proches de la droite. Lorsque le 10 février, les forces de police arrivent pour faire évacuer les usines occupées la veille par les ouvriers contestataires, elles sont accueillies par des tirs de pistolet (ouvriers ? THKP-C ?). On élève des barricades pour empêcher le passage des blindés de la police on bloque la circulation. Des unités militaires sont appelées en renfort. Durant trois jours, des

accrochages ont lieu, faisant plusieurs victimes. Quelque mille personnes sont gardées à vue au terme de ces trois journées, parmi lesquelles le maire CHP d'un district populaire d'Izmir (128).

En signe de solidarité, les familles des ouvriers, femmes et enfants, menés par des militants d'extrême-gauche masqués, manifestent autour de ces usines proches des quartiers populaires. S. Demirel promet une punition exemplaire aux fauteurs de trouble de gauche "qui veulent faire de la Turquie un nouveau Vietnam" (129). Les accusations formulées par B. Ecevit, le leader de l'opposition, sont accablantes : "Le pouvoir utilise des moyens illégaux pour dissoudre certaines chaînes de travail et pour pousser ainsi les ouvriers injustement mis à pied, vers les provocateurs. Le véritable objectif est d'instaurer à Tariş, un volant de partisans de l'extrême-droite afin de mettre sa force de travail au service du pouvoir" (130). La DISK annonce un mouvement de grève de deux jours en guise de protestation contre ces événements, grève qui atteint tous les secteurs de la vie active ; universités, hôpitaux, banques. Des petits groupes de résistants, dans les "zones libérées" à Izmir, continuent à combattre les forces de l'ordre avec prises d'otages dans des habitations sur les lieux. Les "opérations" de police se poursuivent dans le quartier de Gültepe (40.000 habitants) qui est fouillé maison par maison (131). Tariş, comme Fatsa, par la tournure peut-être inattendue prise par les événements, portaient-elles les germes d'une action contestataire capable de se transformer en un mouvement plus vaste ?

\*

Loin d'être un phénomène marginal, la violence se situait, dans la période 1975-80, au cœur même de la vie politique et de la formation sociale turques, liée sans doute à l'existence d'une tradition historique mais aussi due au développement du capitalisme périphérique, à la fragilité de la cohésion sociale, aux particularismes sociétaux. Le blocage du système politique (à la fois symptôme et moteur de ce phénomène), le marasme économique et la léthargie - volontaire ou non - des dirigeants politiques n'ont fait qu'exacerber cet état de choses. Cette violence se distinguait de celle des premières décennies de la République, qui, à l'exception de quelques cas organisés mais localisés - que l'on pourrait qualifier de soulèvements -, était, comme le relève J.-L. Domenach au sujet de la Chine, une "violence émeutière". Pourquoi, la violence de la période récente souvent organisée et en tout cas généralisée (allant jusqu'à la place Saint-Pierre) n'a-t-elle pu se muter en un mouvement social ("action collective orientée vers le contrôle ou la transformation du système d'action historique" (132)) en une action politique contre-totalisante ?

La réponse à cette question exigerait à elle seule pas moins de tout un ouvrage. Constatons d'abord à travers les faits et les contre-modèles de société, sans société est-on tenté d'ajouter, que nous avons évoqués au cours de ce travail, que nous avons à faire dans le cas turc à une société écartelée, déchirée. Dans ce sens, lorsqu'on parle de société, à propos de la Turquie, il est difficile de penser à l'étymologie latine de socii : les alliés, ceux qui se sont "associés" pour entreprendre quelque chose en commun. Le "zonage" du pays et des villes est assez révélateur de cet état de choses. "Dans une situation de crise généralisée" écrit A. Touraine "les représentations sociales en conflit forment un monde clos. Des idées, des images, des objectifs s'opposent sans que leur opposition

reconnaisse un champ commun. Ne disons pas qu'alors la lutte des classes triomphe. C'est tout le contraire. Car la référence à l'historicité disparaît et les acteurs ne se définissent plus que par le jeu multiple de leurs oppositions et de leur concurrence" (133).

Quant aux acteurs que l'on ne saurait dissocier des rapports sociaux, reprenons-les. L'extrême-droite proto-fasciste, étatique, s'appuyant essentiellement sur le lumpen-prolétariat de quelques grandes villes et des régions arriérées du pays, n'aurait pu incarner un modèle de société s'appuyant sur l'adhésion populaire. Cela ne signifie pas bien entendu, qu'elle n'aurait pas pu prendre l'Etat. Le courant islamiste, divisé à son tour, n'ayant pu se débarrasser, loin de là, d'un certain passéisme, en dehors de quelques efforts de compromis avec la modernité, à travers son expression partisane incomplète (cette dernière l'ayant d'ailleurs, dans une certaine mesure, intégrée au système politique et minée ses chances de succès), voulant résister à l'emprise d'une domination culturelle qu'elle abhorre, était, est toujours, sur la défensive et non-mobilisatrice. L'extrême-gauche très divisée, confuse, obsédée par le pouvoir, mais incapable d'innovation sociale et culturelle, dépourvue d'une base populaire véritable, n'a pas pu non plus faire éclore et animer un mouvement social ; en dépit de sa signification de classe, son action a eu même des effets de désarmement politique et moral d'un tel mouvement virtuel.

En parlant de la violence "d'en bas" de la période 1975-80, le terme "implosion" résume en effet, son échec et indique le travail long et patient que les contre-élites et la société, dans son ensemble et sa diversité, ont à accomplir sur elles-mêmes pour canaliser les aspirations de ceux dont "les changements et les événements ne peuvent être séparés de l'immense zone d'ombre où se passe la vie de la plupart et dont ils ne sortent que pour jeter, comme des personnages de Goya, des cris de terreur, de colère ou d'espoir" (134).



## NOTES

- (1) Voir par exemple W.Z. Laqueur, Le terrorisme, Paris, PUF, 1979 ; F. Hacker, Terreur et terrorisme, Paris, Flammarion, 1976 ; L. J. Macfarlane, Violence and the State, Londres, Nelson, 1974 ; J. Servier, Le terrorisme, Paris, PUF, 1982.
- (2) Cf. D. Orlow, "Political violence in Pre-Coup Turkey", Terrorism, Vol. 6, n° 1 1982, p. 53-71 ; L.P. Bloomfield, "Anarchy in Turkey : the growing pains of a young democracy", Conflict, Vol. 2, n° 1, 1980, p. 31-56.
- (3) Voir D. Ergil, Türkiye'de terör ve şiddet, Ankara, Turhan kitabevi, 1980.
- (4) Voir à ce propos les deux travaux suivants de J.F. Bayart : "La revanche des sociétés africaines", Politique africaine, n° 11, sept. 1983, p. 95-127 ; "L'homage à la reine : les modes populaires d'action politique en situations autoritaires", Communication présentée à la session de l'ECPR, Salzburg, 1984, 21 p. multigr.
- (5) Cf. N. Göle, "De l'Etat 'développementiste' à l'autonomisation des forces sociales dans de nouveaux pays industriels", 1983, ronéoté, p. 19.
- (6) I. Sunar, "Anthropologie politique et économique : l'Empire ottoman et sa transformation", Annales, n° 3-4, mai-août 1980, p. 572.
- (7) T. Timur, Osmanlı toplumsal düzeni, Ankara, Turhan kitabevi, 1979, p. 239.
- (8) Idéologies, conflits et pouvoir, Paris, PUF, 1977, p. 31, cité par Göle, loc. cité, p. 17.
- (9) R. Debray, Le Scribe, Paris, Grasset, 1980, pp. 200 et 201.
- (10) Nous suivons ici la périodisation établie par Göle, loc. cité, p. 18-19.
- (11) Saint-Just : "Un patriote est celui qui soutient la République en masse. Quiconque le combat en détail est un traître". Cité par J. Gotovitch, "Quelques réflexions historiques à propos du terrorisme", Réflexions sur la définition et la répression du terrorisme, Actes du colloque tenu à l'Université libre de Bruxelles les 19 et 20 mars 1973, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974, p. 17.
- (12) Ş. S. Aydemir, du mouvement "Kadro", proche du pouvoir. Cité par Y. Küçük, Türkiye üzerine tezler, Istanbul, Tekin Yay., 1979, vol. II, p. 78.

(13) Göle, *loc. cité*, p. 19.

(14) *Idem*

(15) Nous empruntons les termes de "dé-totalisation" et de "re-totalisation" ainsi que celui d'"avancée de la société civile", employé plus loin, à J.L. Domenach, "Pouvoir et société dans la Chine des années soixante-dix", Modes populaires d'action politique, CERI, Bulletin de liaison, n° 1, 1983, p. 49-52.

(16) Production de la société, Paris, Seuil, 1973, p. 376.

(17) S'agissant des mouvements populaires, nous nous référons ici aux ouvrages de T. Timur, *op. cit.*, de A. Mumcu, Osmanlı devletinde siyaseten katl, Ankara, A.U.H.F.Y., n° 180, 1963 et surtout de Ç. Yetkin, Türk halk hareketleri ve devrimler, Istanbul, Milliyet Yay., 1980. En dépit de ses faiblesses d'analyse et de ses omissions quant au rappel des faits historiques, surtout pour la période républicaine (autocensure kémaliste ou censure néo-kémaliste ?), l'ouvrage de Ç. Yetkin présente un intérêt indéniable.

(18) A. Mumcu, *op. cit.*, p. 2.

(19) T. Timur, *op. cit.*, p. 201.

(20) A. Mumcu, *op. cit.*, p. 123.

(21) *Ibid.*, p. 73.

(22) Les membres de la classe dirigeante tout comme les janissaires, étaient, selon un procédé qu'on appelait devşirme, recrutés parfois dans les régions non-musulmanes de l'Empire.

(23) A. Mumcu, *op. cit.*, p. 85 et suiv.

(24) *Ibid.*, p. 197.

(25) T. Timur, *op. cit.*, p. 123-124.

(26) A. Mumcu, *op. cit.*, p. 43.

(27) Cf. T. Timur, *op. cit.*, p. 95-98.

(28) A. Mumcu, *op. cit.*, p. 126

(29) *Idem.*

(30) T. Timur, *op. cit.*, p. 129.

(31) Ç. Yetkin, *op. cit.*, p. 199. En 1607, Kuyucu avait massacré vingt-six mille individus qui avaient participé au soulèvement de Canbuladoğlu et avec leurs têtes, il avait fait bâtir une colline.

(32) M. A. Ağaoğulları, L'Islam dans la vie politique de la Turquie, Thèse de doctorat d'Etat, Paris, 1979, p. 31-32.

(33) Ç. Yetkin, *op. cit.*, p. 295.

- (34) Voir J. Gotovitch, art. cité, p. 20.
- (35) Nous laisserons de côté, dans le cadre de ce travail, les événements de 1915 et le terrorisme arménien de 1973-83 qui est dicté par d'autres motivations que la violence "interne" des années 1975-80 en Turquie et qui opère surtout à partir de l'étranger, même si les actes terroristes arméniens en Turquie même, comme l'attentat à l'aéroport d'Ankara, le 7 août 1982, qui se solda par la mort de onze personnes, ne sont pas absents. Nous renvoyons à ce propos à l'abondante littérature ayant paru récemment surtout en France et en Turquie.
- (36) Les bandits, Paris, Maspero, 1972, p. 16. Mehmet le Mince, le roman de Yaşar Kemal, constitue une bonne introduction au banditisme turc.
- (37) Türkiye'nin iktisadi ve içtimai tarihi (1453-1559), Ankara, A.U.D.T.C.F.Y., 1971, Vol. II, p. 90, cité par Ç. Yetkin, op. cit., p. 15.
- (38) A. Mumcu, op. cit., p. 206-207.
- (39) Cf. İ. Cem, "1978 sonbaharında Türkiye", Milliyet, 4 octobre 1978.
- (40) M. A. Ağaogulları, op. cit., p. 143.
- (41) Ibid., p. 139.
- (42) Ibid., p. 140.
- (43) G. Jäschke, Yeni Türkiye'de islâmlık, Ankara, Bilgiyay., 1972, p. 101. Cité par M. A. Ağaogulları, op. cit., p. 192-193.
- (44) Ibid., p. 216.
- (45) "M. Kiray'la görüşme", Iktisat dergisi, juin-juillet 1982, n° 211-212, p. 6.
- (46) G. Kepel, Le Prophète et Pharaon, Paris, La Découverte, 1984, p. 212. L'auteur, en étudiant les jama'at islamiyya au Caire, souligne que les "enfants de l'exode rural" forment les gros bataillons du mouvement islamiste.
- (47) Cf. M. T. Maschino et F. M'rabet, "Turquie : jeux sanglants contre la démocratie", Le Monde diplomatique, janvier 1980, qui contient toutefois de très nombreuses inexactitudes. On peut trouver les mêmes lacunes dans la série d'articles de B. Brigouleix, "La démocratie turque à l'épreuve du feu", Le Monde, 4-5-6 juillet 1978.
- (48) R. Keleş et A. Unsal, Kent ve siyasal şiddet, Ankara, AUSBFY, 1982, p. 64. (Source officielle, année 1982).
- (49) "Youth and Violence in Turkey", Archives européennes de sociologie, XIX (1978), pp. 235 et 245.
- (50) Ibid., p. 251-252.

- (51) "Patterns of Elite Politics in Turkey" in G. Lenczowski (ed.), Political Elites in the Middle East, Washington, D.C. American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1975, p. 68-69.
- (52) Voir le reportage de A.H. Nergis dans Cumhuriyet, 30 novembre 1981.
- (53) F. Hacker, op. cit., p. 280.
- (54) Poétique de la ville, Paris, Ed. Klincksieck, 1970. Cité par M. Maffesoli, La violence totalitaire, Paris, PUF, 1979, p. 125.
- (55) J.-P. Charnay, "Théorie stratégique de la praxis terroriste", in J.-P. Charnay et al., Terrorisme et culture, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1981, p. 111.
- (56) Cumhuriyet, 18 août 1978.
- (57) Cf. Le Monde, 3 juin 1971.
- (58) Aydinlik, 19 avril 1980.
- (59) La machine à terre, Paris, Editions Grasset et Fasquelle. Cité par P. Pouçela, "Une interprétation sacrificielle du terrorisme", in J.-P. Charnay et al., op. cit., p. 185.
- (60) İ. Cem, Milliyet, 4 octobre 1978.
- (61) G. Sanguinetti, Du terrorisme et de l'Etat, Paris, s.e., 1978, p. 175.
- (62) Cité par E. Değer, C.I.A., Kontr-gerilla ve Türkiye, Ankara, s.e., 1978, p. 175.
- (63) Kontr-gerilla ve MHP, Istanbul, Aydinlik yay., 1978, p. 12-15
- (64) Ibid., p. 24-29.
- (65) Ibid., p. 30-38.
- (66) Ibid., p. 43-48.
- (67) Ibid., p. 39-42.
- (68) Ibid., p. 135.
- (69) P. Mertens, "L'introuvable acte de terrorisme", in Réflexions sur la définition..., op. cit., p. 45.
- (70) Cité par P. Mertens, art. cité, p. 45.
- (71) Selon Kontrgerilla ve..., op. cit., p. 130 et suiv.
- (72) Selon Aydinlik, 24 avril 1980.
- (73) Hürriyet, 10 janvier 1969.

- (74) *Les Foyers de l'Idéal seraient divisés en deux clans ; l'un dénommé les Trois Croissants, prônant une attitude très dure vis-à-vis des "communistes". Cf. Le Monde, 12 mai 1978.*
- (75) Y. Michaud, *op. cit.*, p. 12.
- (76) A. Gil, "La Turquie : crise économique et péril fasciste", Le Monde diplomatique, février 1979.
- (77) Y. Michaud, Violence et politique, Paris, Gallimard, 1978, p. 38.
- (78) Cf. N. Panyürek, Millî meseleler ve Türkes, Istanbul, Dede Korkut Yay., 1976, *passim*.
- (79) *Ibid.*, p. 282-89.
- (80) Cf. A. Legault, "La dynamique du terrorisme : le cas des Brigades rouges", Etudes internationales, vol. XIV, n° 4, décembre 1983, p. 653.
- (81) Cité par G. Sanguinetti, *op. cit.*, p. 7.
- (82) Politika, 4 novembre 1977.
- (83) N. Panyürek, *op. cit.*, p. 11-43.
- (84) "La science politique et les modes populaires d'action politique : la descente aux enfers comme voie de salut", Modes populaires d'action politique, CERI (Paris), Bulletin de liaison, n° 1, 1983, p. 11.
- (85) Le Scribe, *op. cit.*, p. 86.
- (86) *Ibid.*, p. 136.
- (87) M. A. Ağaogulları, *op. cit.*, p. 220.
- (88) *Ibid.*, p. 222.
- (89) *Ibid.*, p. 223.
- (90) Cf. le rapport de la Commission d'enquête du Sénat ; Politika, 24 octobre 1977.
- (91) Politika, 31 octobre 1977.
- (92) Cf. Le Monde, 9 mai 1969
- (93) S. Durgun, "Ideolojik mücadele" et F. Öztürk, "Küfür nizâmlarıyla hesaplama", in Çati, 10 avril 1977. Cité par M.A. Ağaogulları, *op. cit.*, p. 338.
- (94) Nous excluons bien entendu ici les partis politiques légaux tels que le TIP (Parti ouvrier de Turquie), le TIKP (Parti ouvrier paysan de Turquie), le TSIP (Parti socialiste ouvrier de Turquie), voire le TKP (Parti communiste de Turquie) illégal, d'obédience pro-soviétique.
- (95) J. Gotovitch, art. cité, p. 17.

- (96) Les Epreuves du feu, Paris, Seuil, T. III, p. 123. Cité par Michaud, op. cit., p. 81. C'est nous qui soulignons.
- (97) Aydınlık, 6 mai 1980.
- (98) A. Samim, "The tragedy of the Turkish left", New Left Review, 126, mars-avril 1981, p. 76.
- (99) Cumhuriyet, 12 août 1978.
- (100) Cumhuriyet, 13 août 1978.
- (101) Cumhuriyet, 15 août 1978.
- (102) Cumhuriyet, 14 août 1978.
- (103) Cumhuriyet, 16 août 1978.
- (104) "Vazgeçilemeyen devlet", Toplumcu düşün, n° 16, mai-juin 1980, p. 169. L'auteur ne cite pas sa source.
- (105) I. Cem, Milliyet, 4 octobre 1978.
- (106) Selon un reportage publié dans Milliyet, 15-19 juillet 1979.
- (107) Idem.
- (108) Cumhuriyet, 20 avril 1978. Le journal ne peut pas dévoiler son nom pour des raisons évidentes.
- (109) Cumhuriyet, 19 avril 1978.
- (110) Cumhuriyet, 21 octobre 1978.
- (111) Cumhuriyet, 7 septembre 1978.
- (112) Cumhuriyet, 4 septembre 1978.
- (113) Comme le reconnaît l'acte d'accusation du procès. Cf. Le Monde, 6 juin 1979.
- (114) Le Monde, 26 décembre 1978.
- (115) Selon l'acte d'accusation, Le Monde, 6 juin 1979.
- (116) Aydınlık, 19 janvier 1979.
- (117) Idem.
- (118) Voir Milliyet du 13 au 17 juillet 1980.
- (119) Cité par Milliyet, 13 juillet 1980.
- (120) Cf. Le Monde, 18 février 1975.
- (121) Milliyet, 12 juillet 1980.
- (122) Le Monde, 13 juillet 1980.

(123) Cumhuriyet, 22 janvier 1983.

(124) Milliyet, 10 juillet 1980.

(125) Art. cité, p. 80.

(126) Le Monde, 15 février 1980.

(127) Milliyet, 11 février 1980.

(128) Le Monde, 15 février 1980.

(129) Milliyet, 12 février 1980.

(130) Milliyet, 15 février 1980.

(131) Milliyet, 17 février 1980.

(132) A. Touraine, op. cit., p. 169.

(133) Ibid., p. 114-115.

(134) Ibid., p. 376.

Institut kurde de Paris

LES FACTEURS DE CONTINUITÉ ET DE DISCONTINUITÉ CONCERNANT LE  
VOTE : CONSIDÉRATIONS SUR LES ÉLECTIONS DU 6 Novembre 1983 EN TURQUIE.

Le 12 Septembre 1980, l'armée turque est intervenue pour la troisième fois depuis 1960 dans la vie politique du pays, pour mettre fin - pour une durée limitée - au jeu normal des partis politiques. En 1960, l'intervention directe de l'armée qui avait mis fin au fonctionnement du Parlement et avait déclaré illégal le Parti Démocrate (le parti au pouvoir jusqu'à l'intervention des militaires), tendait vers le but de rétablir le régime démocratique sur des bases nouvelles. Une nouvelle Constitution fut adoptée, les lois politiques fondamentales concernant les partis politiques et le système électoral furent renouvelées (1). L'intervention militaire de 1971 n'était pas directe et elle a pris la forme d'un "coup par ultimatum". Le régime extraordinaire qui a duré environ deux ans n'avait écarté ni le Parlement et les partis politiques représentés dans celui-ci, ni les lois fondamentales dont la Constitution de 1961. Au contraire, le but ultime du pronunciamento était de consolider le régime politique établi par cette Constitution même (2).

L'autoritarisme militaire de 1980 qui était le plus ferme que la Turquie ait connu dans son histoire avait pour but non seulement de mettre fin à une crise politique profonde qui se dégradait en une guerre civile, mais de restructurer l'Etat et la société afin "d'assurer l'établissement d'une démocratie viable" en Turquie. L'objectif de mon article n'est pas d'étudier les particularités du régime politique actuel mais de savoir si et dans quelle mesure les élections du 6 novembre 1983 qui assurèrent "le retour à la démocratie" reflètent une restructuration au niveau des électeurs. Par conséquent je n'insisterai pas longuement sur les caractéristiques du nouveau régime. Il est toutefois utile de rappeler que ce processus de restructuration que les militaires se proposaient de faire, a pris la forme "classique" en adoptant une nouvelle Constitution. Celle-ci fut préparée par une Assemblée Consultative, non élue (à la différence de celle de 1961) formée par des personnes désignées directement par le Conseil de Sécurité Nationale. Le Conseil ayant mis fin à toute activité politique, notamment par l'abolition de tous les partis politiques le jour de l'ouverture de l'Assemblée Consultative le 23 octobre 1981, il n'y a pas eu de débats autour du texte de la Constitution, avant sa mise au référendum. La Constitution fut adoptée le 7 novembre 1982 par 91.4 % des suffrages exprimés après une campagne "d'information" menée par le Général Evren en personne, qui se présentait comme "le garant" personnel de celle-ci. 91.3 % des électeurs avaient participé au référendum bien que le vote soit obligatoire. Le Général Evren fut, du même coup, élu Président de la République, suivant le premier article provisoire de la Constitution.

La Constitution de 1982 n'est pas l'expression d'une "réaction" politique comme c'était le cas de celle de 1961 par rapport à la période précédente. Elle établit "une démocratie autoritaire" sous la haute surveillance des forces armées. Les changements les plus notables par rapport au régime précédent sont les suivants : les libertés publiques fondamentales sont limitées dans ce sens que les lois précisent les limites explicites dans lesquelles les citoyens peuvent jouir de leurs droits. Le pouvoir exécutif est consolidé par l'élargissement des pouvoirs du Président de la République



bien que la forme parlementaire soit adoptée. Le système bicaméral de la Constitution de 1961 est délaissé en faveur d'une seule Chambre, l'Assemblée Nationale dont 400 membres (d'après la Constitution de 1961 leur nombre était de 450) sont élus tous les cinq ans (avant, les élections législatives se faisaient chaque quatre ans). Les pouvoirs de tous les organes non élus par le suffrage universel, qui contrôlaient le pouvoir exécutif d'après la Constitution de 1961 sont limités et le principe électif qui était à la base de leur formation cède le pas devant le principe de désignation. Ainsi toute la haute bureaucratie juridique et les grands corps de l'Etat (Cour Constitutionnelle, Conseil de l'Etat, Conseil de l'Enseignement Supérieur etc) sont désignés par le Président de la République. La Constitution prévoit dans ses articles, provisoires par ailleurs, que le Conseil de Sécurité Nationale se transforme pour sept ans suivant l'adoption de celle-ci en Conseil Présidentiel, pour assister le Président de la République dans ses décisions ; que les anciens dirigeants des partis politiques abolis soient démunis en partie de leurs droits politiques (sauf le droit de vote) pour dix ans.

Il faut remarquer - au passage - que la plupart de ces modifications apportées par la Constitution de 1982 vont dans le sens des critiques formulées sans cesse, par les partis de droite, notamment par le Parti de la Justice à l'égard de la Constitution de 1961, sauf quelques détails dont les articles provisoires, et plus particulièrement la mise au ban politique concernant Demirel, Ecevit, Erbakan, Türkeş et leurs associés proches...

La nouvelle loi concernant les partis politiques apporte un contrôle plus accru sur leur activité, ainsi que certaines restrictions aux relations qu'ils peuvent établir avec les organismes tels que les syndicats. Ainsi il devient légalement impossible de créer un parti social-démocrate de type classique. Le système électoral adopté par l'Assemblée Consultative après l'adoption de la nouvelle Constitution complète ce régime de démocratie restrictive. La solution adoptée n'est pas un retour simple au système majoritaire. Mais la représentation proportionnelle est mitigée avec de tels barrages que finalement les petits partis perdent toute chance d'être représentés au Parlement. En effet pour être élu il faut d'abord qu'un parti obtienne un vote national dépassant 10 % des suffrages exprimés. Ensuite, pour les partis dépassant ce premier barrage, un second est prévu dans le cadre de chaque circonscription électorale où s'applique un système d'Hondt à barrage.

#### Transition vers la "démocratie" : Les circonstances particulières dans lesquelles se sont déroulées les élections du 6 novembre 1983.

Après avoir créé le cadre juridique qui convient au jeu politique de quelques grands partis, idéalement de deux partis, dont l'un assumerait le pouvoir avec une majorité confortable et l'autre l'opposition loyale, les militaires ont décidé de transférer leur pouvoir aux civils. Le gouvernement Ulusu a annoncé la date : les élections auraient lieu le 6 novembre 1983 si rien d'extraordinaire ne survenait. Cela laissait suffisamment du temps pour les derniers préparatifs. L'objectif des militaires était de compléter le dispositif juridique d'une part et de créer un parti politique formé des gens sûrs auxquels ils pourraient confier le pouvoir politique, au moins pour la période transitoire, définie implicitement par le premier terme de la

présidence du Général Evren. Ils avaient si peu de confiance dans les civils qu'ils se sont prémunis du danger de la non application des articles de la Constitution de 1961. Ils ont donc créé des lois - en toute vitesse - concernant les syndicats, la presse, les grandes cours telle que la cour de sûreté de l'Etat etc...

De l'autre coté ils ont essayé de former leur propre parti politique autour de quelques personnes gratas dont le favori fut un certain moment M. Ulusu, le Président du Conseil. Mais comme il n'était pas possible pour un président du conseil d'assumer à la fois le pouvoir et de mener une campagne électorale au nom d'un parti, alors que toute activité politique était encore interdite, un consensus s'est formé autour de M. Sunalp, un officier retiré. Par ailleurs il ne leur suffisait pas de former un parti politique jouant au pouvoir, et ayant tout leur appui mais aussi d'assurer que le parti d'opposition soit aussi très loyal. M. Calp, un haut fonctionnaire qui assumait auparavant la charge du secrétariat à la présidence de la république et qui avait assumé un rôle similaire auprès de M. İnönü quant il était président du conseil, fut élu pour ce rôle très critique. Ainsi, les deux premiers partis formés dès l'entrée en vigueur de la loi des partis politiques (23 avril 1983), furent le Parti de la Démocratie Nationaliste (PDN) et le Parti populiste (PP). A la date d'entrée en vigueur de la loi des partis politiques, le Conseil de Sécurité nationale supprimait son ancienne décision (n° 70) interdisant toute activité politique, mais rappelait par la même occasion qu'il gardait un pouvoir discrétionnaire concernant les fondateurs des nouveaux partis, ainsi que leurs éventuels candidats. Ce pouvoir d'examen et du veto ajouté aux restrictions anciennes concernant les dirigeants des anciens partis qui restaient toujours en vigueur, limitait encore plus le caractère démocratique des élections à venir.

Le Conseil de sécurité nationale a largement utilisé ce nouveau pouvoir qu'il s'est attribué en appliquant son veto à un nombre important de personnes qui s'apprêtaient à être actives dans la vie politique. Ces mises au ban qui ont frappé d'une manière variée les diverses formations ont eu des conséquences importantes sur le déroulement des élections. En effet, après le PDN et le PP dont un petit nombre de fondateurs furent des personnes non grata, cinq autres partis s'étaient formés qui étaient tous visiblement de nouvelles incarnations des anciens partis. Le Conseil a utilisé l'arme du veto dont les critères étaient extrêmement arbitraires jusqu'au dernier moment, et a exclu par cette méthode quatre des sept partis qui devaient normalement participer aux élections. Parmi ces nouveaux partis, l'un, le Parti de la Grande Turquie (PGT) fut frappé d'un interdit direct par une décision du Conseil qui l'a déclaré "illégal". Car ce parti était formé par les anciens membres du Parti de la Justice, bien que non mis au ban, légalement. Pour les trois autres, le Parti de la sociale-démocratie (PSD) dont le Président était M. Erdal İnönü, fils de l'ancien président de la république et chef du PRP (avant M. Ecevit) ; le Parti de la Juste Voie (PJV) dont le président était M. Yıldırım Avcı, membre de l'Assemblée Consultative que le Conseil avait désignée, qui prenait la relève du PGT interdit et donc du Parti de la Justice, et le Parti d'Aisance (PA) qui se proposait comme le successeur du Parti du Salut National de M. Erbakan, la méthode des exclusions successives des listes de fondateurs fut appliquée jusqu'à la date limite du début de la campagne électorale. A part les deux partis qui jouissaient de la faveur évidente du Conseil, un seul parti politique a réussi à se tirer de ce jeu bizarre qui avait un coté farce grotesque et un coté course de relais : le Parti de la Mère Patrie de M. Ozal qui avait occupé la position toute puissante de ministre sans porte-feuille, chargé des affaires économiques dans le premier gouvernement Ulusu.

Il semblait donc évident que les militaires désiraient un duel cordial entre les deux partis qui avaient mérité leur entière confiance, le PDN, nationaliste, kémaliste, anti-communiste, conservateur, étatiste et élitiste, rassemblant comme cadres, les hauts fonctionnaires, civils et militaires, professeurs d'université etc..., et le PP, kémaliste, anti-communiste, étatiste et populiste, mettant l'accent sur la justice sociale. Le PMP devait jouer le rôle de figurant, représentant "la démocratie" dans ce jeu, et la plupart des observateurs et chroniqueurs de journaux ne donnaient aucune chance à ce parti, hâtivement formé et dont le cadre rassemblait des gens (jeunes techniciens pour la plupart) inconnus du grand public, sauf un nom, celui de M. Ozal.

#### Les résultats de l'élection du 6 novembre.

A la grande surprise des militaires et de tous les observateurs "attentifs", le PMP a obtenu un résultat que l'on peut qualifier de "victoire incontestable". Le parti a rassemblé 45.2% des suffrages exprimés et a réussi à envoyer 211 représentants à l'Assemblée Nationale, en partie grâce au jeu du système électoral. Le parti favori des militaires, le PDN n'a pu obtenir que les 23.3 % des suffrages exprimés, se plaçant ainsi en troisième rang et le PP a gagné les 30.5 % des votes et il est devenu comme prévu, le parti d'opposition avec ses 117 représentants.

Je me propose d'étudier dans la suite de cet article la signification politique de ce résultat ainsi que les raisons qui ont amené les électeurs à faire un tel choix, si inattendu. Mais avant de procéder à cette étude, il nous faut insister sur la justesse de la qualification des résultats du PMP. La meilleure méthode sera de jeter un coup d'oeil rapide sur les résultats des élections du 25 mars 1984.

Quelques jours après la formation du gouvernement, M. Ozal a déclaré son intention de procéder très prochainement à des élections locales. Les dernières élections au niveau local étaient faites en 1977 et après l'intervention militaire, les forces armées avaient désigné des responsables non élus, notamment dans les municipalités importantes des villes, à la place des responsables élus. La plupart de ces nouveaux responsables étaient des militaires en retraite. Par conséquent le PMP avait intérêt à renouveler les dirigeants locaux pour pouvoir appliquer sa politique sans se heurter aux militaires. Par ailleurs, étant donné les circonstances particulières dans lesquelles les élections eurent lieu le 6 novembre une opposition extra-parlementaire s'était formée qui mettait en doute la légitimité du gouvernement, dont le PJV notamment qui parlait "des électeurs empruntés". Le gouvernement s'attendait à une même sorte d'opposition et des critiques venant du Conseil de l'Europe, où dans sa session du printemps l'admission des parlementaires turcs allait être décidée. Donc M. Ozal avait intérêt à tenir les élections avant le mois de Mai et d'essayer d'avoir une confirmation de son pouvoir, dans une élection à laquelle devaient participer tous les partis qui à cette date avaient complété les procédures de formation. Il prenait sans doute le risque de perdre sa majorité devant l'opposition notamment du PJV. Mais ces risques étaient moindres si les élections avaient lieu dans quelques mois ; avant que les partis non admis aux élections du 6 novembre ne trouvent suffisamment de temps pour s'implanter et surtout, avant que la politique gouvernementale ne crée de

nouveaux mécontents, notamment à sa gauche, qui sous l'effet de la crise économique risquaient de glisser vers le PSD. D'ailleurs le PMP a cherché des garanties supplémentaires quant aux risques qu'il prenait. Il a proposé une modification de la loi électorale qui devait être appliquée aux élections locales, prévoyant une sorte de barrage supplémentaire. Le projet de loi, le premier, soumis à l'Assemblée Nationale, proposait qu'une déduction de 10 % soit faite des votes de tous les partis politiques qui avaient pu passer le barrage du 10 % initial. Cette proposition extrêmement bizarre qui n'a d'exemple ailleurs, devait favoriser le parti venu en premier lieu, quelque soit son pourcentage, pour gagner les municipalités.

Les autres partis qui normalement devraient participer aux élections locales préféreraient que les élections aient lieu en automne 1984 et les deux partis parlementaires ont contesté la constitutionnalité de cette loi adoptée par les voix du PMP, devant la Cour constitutionnelle. Le départ du nouveau régime n'était pas si brillant si l'on considère que la première loi adoptée par la nouvelle assemblée était contestée. Mais la Cour constitutionnelle n'était plus celle du régime précédent et malgré sa tradition à casser tout système à barrage, cette fois, la Cour a décidé en faveur de la constitutionnalité de la loi.

#### Les élections du 25 Mars 1984.

Les élections locales où les électeurs devaient choisir les maires, les conseils municipaux, les conseils généraux et les représentants des villages à la campagne ainsi que les représentants des quartiers dans les villes ont eu lieu en date prévue. La participation aux élections fut aussi élevée que dans la précédente, non seulement parce que le vote fut obligatoire, mais parce que les électeurs étaient conscients de l'importance de l'enjeu. Par conséquent il ne s'agissait pas à proprement parler d'une élection locale, à intérêt limité, mais de portée nationale dont on peut légitimement comparer les résultats avec ceux du 6 novembre.

Le PMP y a confirmé sa victoire du 6 novembre, bien qu'il ait perdu environ 700 000 voix, par rapport à cette dernière élection (la comparaison est faite sur les résultats des élections au conseil général, car elles reflètent seules les tendances des mêmes circonscriptions électorales). Le PMP a obtenu 41.5 % des suffrages exprimés et ses pertes par rapport au 6 novembre ne représentent que les 9 % environ de ses propres voix. Ce résultat confirme le fait que la victoire du PMP était réelle et n'était pas due aux hasards des votes "empruntés" comme le prétendait notamment le PJV. En effet, cette fois le PMP ne s'était pas confronté uniquement aux partis "militaires" ou aux partis soutenus par eux mais aussi aux partis qui se réclamaient les héritiers légitimes des partis d'avant l'intervention militaire du 12 septembre 1980 : le PSD, PJV et le PA.

Les résultats d'ensemble des élections du 6 novembre et du 25 mars sont donnés dans le Tableau 1. L'examen de ce tableau montre que les partis militaires, aussi bien celui du "pouvoir" que de "l'opposition officielle" sont les grands perdants.

Tableau 1  
Elections du 6 novembre 1983 et du 25 mars 1984

	1983	%	1984*	%
Inscrits	19.740.500		19.740.500	
Votants	18.214.104	92.3	?	?
Suffrages exprimés	17.328.735	87.8	17.176.950	87.0
PMP	7.823.827	45.2	7.139.715	41.5
PP	5.277.698	30.5	1.524.667	8.9
PDN	4.032.046	23.3	1.195.907	6.9
PJV	-	-	2.287.618	13.3
PSD	-	-	4.052.798	23.6
PA	-	-	764.233	4.4
Indépendants	195.164	0.5	212.012	1.2

(\*) Ce sont des résultats officiels, publiés par les journaux.

En effet le PDN dont le nombre d'électeurs s'est réduit de 70 % par rapport au 6 novembre, n'a obtenu que les 7 % des voix et il est passé du troisième au cinquième rang. Le PP a également perdu 70.1 % de ses électeurs et il est sorti comme quatrième parti des élections du 25 mars.

Par contre les deux grands partis civils, héritiers du PJ et du PRP sont promus respectivement au deuxième et troisième rang. En y incluant les 4.4 % des voix obtenues par le PA, les trois nouveaux venus qui se disent les vrais successeurs des anciens partis "légitimes" rassemblent les 41.3 % des votes ; c'est à dire ils égalisent la force électorale du PMP ... mais ils ne la dépassent pas. Certains commentateurs, en y ajoutant les votes du PP que l'on estimait être le 6 novembre le représentant de la gauche, arrivent aux 50.2 %, pour dire que le PMP n'a plus la majorité. Mais c'est une logique qui ne tient pas debout. Car, on y confond les deux dimensions différentes d'opposition : droite-gauche et civil-militaire.

#### Signification de la victoire du PMP.

Comment un parti politique dont la formation ne date que d'un an à peine et dont les cadres, la plupart technocrates et jeunes sont complètement inconnus du public sauf son chef (M. Ozal incarne par sa carrière les cadres de son parti...qui fut avant de devenir le responsable des affaires économiques du gouvernement Ulusu, un technocrate haut placé sous les gouvernements successifs de Demirel) a pu battre en brèche les partis militaires en 1983 et a pu confirmer sa victoire devant ses adversaires plus nombreux en 1984 ?

On ne peut avancer ici que quelques hypothèses dont aucune n'a fait encore l'objet d'études sérieuses.

Il faut d'abord insister sur la nature du parti et son programme ainsi que le message politique capté par les électeurs. Le PMP est un parti de droite de type classique et un parti tout à fait nouveau dans le contexte turc. En effet, le parti se réclame à la fois du libéralisme surtout sur le plan économique (et ceci, malgré son intime relation avec le grand capital, notamment les fameux "14 holdings"), du conservatisme sur le plan social (il se réclame de la religion islamique comme fondement des valeurs ; M. Ozal est le frère d'un des dirigeants du Parti du salut national qui est actuellement mis au ban de la vie politique) et défend une démocratie non

libérale (le parti n'a aucune objection sur l'autoritarisme du régime actuel) sur le plan politique. Mais il défend avec force l'idée que l'Etat n'existe que pour la nation et le contraire - une idée tout à fait nouvelle dont le PMP est le seul défenseur parmi les six partis actuels. A cet éclectisme s'ajoute l'aveu non dissimulé de sa prédilection pour le technocratisme et le modernisme où sont confondus à la fois une volonté de rationalisme économique et le rêve de la "Grande Turquie", rêve défendu jusqu'à ce jour par le PJ et le PAN, pro-fasciste (le seul parti d'avant 1980, qui ne s'est pas reconstitué sous une nouvelle forme depuis) et une sorte de populisme, symbolisé par le slogan le plus populaire du parti, le "PMP le parti du pilier économique et social (ortadirek) de la société turque, c'est à dire les classes moyennes". En somme, c'est un fourre tout qui ne laisse personne dehors.

Le parti le cherche d'ailleurs en toute conscience. M. Ozal déclarait avant aussi bien qu'après les élections du 6 novembre que le PMP réunit en son sein les électeurs des quatre tendances politiques principales, c'est à dire, le PJ, PRP, PSN et le PAN. Autrement dit le parti prétendait rassembler les électeurs des partis qui ont obtenu dans la dernière élection générale avant le coup militaire, 1977, les 93.3 % des suffrages exprimés.

Je vais tenter d'analyser un peu plus loin la validité de cette hypothèse. Mais avant d'y passer, il est à rappeler que parmi tous les partis qui ont participé aux élections, seul le PMP avait réussi à faire une analyse correcte de la société : la formule magique "de parti du pilier" partait à la fois d'une constatation juste de l'Etat de la société turque, où la majorité de la population appartient aux classes moyennes, dans les secteurs agricoles (petits propriétaires non capitalistes) et urbains (petits cadres, employés et ouvriers dont les derniers n'ont pas entièrement relâché leurs liens avec la terre) et aussi du sentiment d'appartenance subjective aux classes sociales ... Société en voie de développement, la Turquie est un pays où les classes sociales se développent rapidement mais qui ne sont pas encore le facteur principal pour déterminer les attitudes politiques et où de ce fait l'idéologie de la "classe moyenne" exerce une fascination par ce qu'elle implique de position en dehors et au dessus des classes sociales. C'est d'ailleurs un signe de l'intégration subtile faite par le PMP de l'idéologie kémaliste-populiste dans une conjoncture politique particulièrement propice à ce genre de mécanisme d'intégration, où les gens étaient atomisés par la destruction quasi totale des organisations de masse notamment de gauche telles que les syndicats.

Par ailleurs sur le plan strictement politique, le PMP a su utiliser les mass média, surtout la télévision avec une grande subtilité. C'était, d'ailleurs M. Ozal lui-même qui a suggéré d'utiliser la télévision pour un débat entre les dirigeants des partis politiques. Dans une société atomisée après trois ans d'interruption de luttes politiques où l'électorat ne connaissait suffisamment ni les programmes ni les cadres et les dirigeants des partis nouveaux, l'image donnée à travers le petit écran est très critique. Et le PMP a choisi, très subtilement un ton doux et techniciste d'appel au peuple, mettant l'accent surtout sur la stabilité économique qui était selon le parti, la condition sine qua non de la stabilité politique. Dans un pays où le souvenir douloureux d'une quasi guerre civile n'était pas encore oublié, ce message ne manquait pas de toucher l'ensemble de la population. Ce ton "low profile" notamment par rapport aux tons accusatif (PDN) et combatif (PP) des autres partis a beaucoup joué surtout auprès des gens de la classe moyenne des grandes villes.

On peut estimer d'ailleurs que le motif de stabilité politique fut le facteur le plus déterminant en ce qui concerne les élections du 25 mars. Car, dans l'éventualité d'une non confirmation du PMP, c'est à dire où l'opposition non parlementaire aurait obtenu la majorité des voix, le recours aux élections avancées devenait une nécessité, avec des conséquences imprévisibles, pouvant mener de nouveau au chaos politique.

Par conséquent, il nous semble qu'il est juste de conclure que l'électorat a fait le 6 novembre 1983 un choix à la fois très rationnel, afin d'assurer la stabilité et la "civilisation" du régime et il était très ferme pour donner sa chance à un nouveau parti reconfirmé cinq mois plus tard. Il est évident par ailleurs que ce résultat global fut assuré principalement par les électeurs flottants et indifférents. C'est un des paradoxes de ces élections qu'il faut tenter d'expliquer, sur lequel je vais revenir plus loin.

#### Qui a voté pour quel parti ? ou les facteurs de continuité et de discontinuité territoriale du vote.

Cette partie de l'étude sera basée essentiellement sur une comparaison des résultats des élections du 6 novembre avec ceux de la dernière élection générale d'avant l'intervention militaire : l'élection du 5 juin 1977 (3). Dans l'annexe sont présentées les huit cartes électorales qui m'ont parues les plus utiles pour rendre compte de l'origine de l'électorat, notamment du PMP.

Les cartes n° 1, 2, 3 montrent les régions de force et de faiblesse respectives du PMP, du PP et du PDN en 1983 (4).

#### Les régions de force du PMP.

La première constatation qui ressort de l'examen de la carte n° 1 est que le PMP n'a pas seulement obtenu une victoire (les 45.1 % des votes) mais que son électorat se répandait à l'ensemble du pays de manière plus ou moins homogène. Sur soixante sept provinces où le PMP participe aux élections, il a obtenu plus de 31 % des votes dans 2/3 ; et sur ces quarante six provinces, il a dépassé sa moyenne nationale (plus exactement plus de 51 % des votes) dans 1/3 (quatorze provinces).

Malgré le soutien que le parti a eu, le PMP trouve sa véritable implantation en Anatolie Centrale ; notamment dans les provinces regroupées autour de l'axe Ankara-Konya. Bien qu'il existe certaines variations entre les provinces de l'ouest et de l'est de cette région, on peut dire que la structure socio-économique y est plus ou moins homogène. Il s'agit plutôt de provinces agricoles où prédominent les petites et moyennes propriétés terriennes et où les techniques de production ne sont pas très modernisées (sauf à Konya). Les agglomérations urbaines, dont Ankara, ne sont pas des centres industriels développées. L'industrie a fait sa percée dans cette région plutôt récemment, notamment dans les années 70 (sauf à Eskişehir, où l'origine date des années 30).

Sur le plan de la continuité politique, il est intéressant de noter que le PMP n'apparaît pas comme l'héritier direct ni de l'un ni de l'autre des deux grands partis d'avant 1980. En effet les régions de force du PMP sont différentes de celles du PJ en 1977 (carte n° 4) qui se situent plus à l'ouest, surtout sur la côte égéenne et les provinces de l'Egée intérieure où le PMP a obtenu quelques uns de ses meilleurs résultats et qui constituent une région de transition vers l'Anatolie Centrale, région de force de celui-ci. La différence entre les bases géographiques respectives de ces partis apparaissent encore plus nettement, lorsqu'on tient compte de la carte du PJ en 1965 (carte 6) la meilleure élection (moyenne nationale : 52.9 %) de ce parti. On y voit clairement que les fiefs du parti se situent à l'ouest et recouvrent les provinces les plus développées à la fois du point de vue de la production agricole (grandes exploitations capitalistes orientées vers les produits industriels comme le coton et le tabac etc...) et industrielle (Zonguldak sur la mer Noire, Bursa dans la région de Marmara et Izmir sur l'Egée). Il est à noter, en passant, que ces régions étaient aussi les fiefs de l'ancien PD entre 1950 et 1960 ; et le PJ avait réussi à assurer la relève de celui-ci, dès l'élection de 1961. On peut clairement voir que cela n'est pas le cas pour le PMP.

Par ailleurs la carte du PMP est nettement différente de celle du PRP en 1977 (carte 5). Ce vieux parti qui est venu de loin, avait commencé à transformer à la fois son discours politique et sa base sociale vers la fin des années 60, pour devenir un parti social-démocrate. Mais sa base électorale gardait même en 1977 une structure hybride : sa base traditionnelle se trouvait à l'est où le vote alevi par exemple (laïcisme) jouait un rôle important et le parti avait réussi à faire une percée dans des provinces développées, notamment celles où se situent les centres métropolitains.

Par conséquent pour autant que ces cartes nous indiquent les bases respectives des partis, il n'est pas possible de dire que le PMP a assumé la continuité directe de ces deux partis. Bien entendu dans les 45.1 % du PMP il y avait un grand nombre d'électeurs qui avaient voté pour l'un et l'autre de ces deux grands partis en 1977. Mais il semble que ce sont surtout des électeurs flottants. Une étude faite sur quelques quartiers d'Istanbul a montré par exemple que le PMP a réussi à regagner les électeurs des quartiers de classe moyenne qui avaient glissé vers le PRP en 1977 alors qu'ils votaient traditionnellement pour les partis de droite et qu'il a obtenu des résultats médiocres dans les quartiers de "gecekondu" où les électeurs ont plutôt favorisé le PP en 1983 (5).

Donc pour trouver le noyau solide du PMP il faut regarder ailleurs. On se rappellera que le PMP prétendait qu'il réunissait dans son sein les électeurs "des quatre grandes tendances". Les cartes 7 et 8 nous permettent d'évaluer la justesse de cet argument car elles montrent les régions de force de deux autres partis de droite d'avant 1980 : le PAN pro-fasciste et le PSN, pro-islamiste. Une juxtaposition de ces cartes avec celle du PMP montre que ce dernier a largement bénéficié du soutien de l'électorat du PAN mais non de celui du PSN (sauf à Konya et à Malatya - mais cette dernière étant la circonscription de M. Ozal, d'autres facteurs y sont intervenus). Dans l'ensemble la base sociale du PSN semble être assez différente de celle du PMP : il s'agit des régions les moins développées économiquement où prédominent encore les relations de production pré-capitalistes (quasi féodale), où la religion compte beaucoup et où les relations de patronage sont très fortes.



La base sociale du PMP est-elle solide ?

Les résultats de l'électorat du 25 mars montrent que dans l'ensemble les pertes (environ 700 000) du parti sont réparties de manière équilibrée. En effet le parti a perdu des voix qui s'échelonnent de -0.6 (Siirt à l'est) à -22.7 (Isparta à l'ouest) dans quarante huit provinces et il a avancé (s'échelonnant de +0.2 à +21.4) dans dix neuf autres. L'effet global de ce glissement est l'entassement des votes du PMP.

Le parti a subi ses plus importantes pertes (plus de 10 points) dans les régions de force du PJ en faveur du PJV. Ce dernier a obtenu son meilleur résultat (34.7 %) dans la province d'Isparta, l'ancienne circonscription de M. Demirel où il a subi sa perte la plus importante. Mais quoi qu'il en soit, même dans cette province où la lutte de ces deux partis était la plus acharnée, la victoire revient au PMP (43.5 %) où le parti, malgré sa perte, obtient des voix dépassant sa moyenne nationale.

Par contre parmi les dix neuf circonscriptions où le PMP a avancé se trouvent la plupart des provinces où il existe une importante classe moyenne urbaine (Istanbul, Izmir (+ 6.3), Mersin, Antalya) d'un côté et les provinces de l'est où il n'avait pas si bien réussi la dernière fois. Le PMP a réalisé par exemple son avance la plus spectaculaire (+21.4) dans Hakkâri, la province la moins développée où il avait obtenu son plus mauvais résultat (16 %) le 6 novembre passé.

On voit ainsi que le PMP augmente ses voix dans les régions où il n'avait pas beaucoup réussi le 6 novembre alors qu'il perd des votes dans quelques unes des provinces où il avait eu ses meilleurs résultats. D'où l'effet du tassement dont la signification profonde est ceci : le parti a prouvé qu'il jouit du soutien de l'ensemble du pays et qu'il est le parti "du pouvoir" ... comme c'était le cas du PD, notamment en 1954 et du PJ en 1965.

PP + PSD = La gauche.

Un des résultats les plus importants de l'élection du 6 novembre ainsi que du 25 mars est la régression relative de gauche. Le PRP, le parti traditionnellement de gauche (parti du mouvement, parti laïc etc ...) avait un pourcentage stable d'environ 40 % avant qu'il vienne à gauche après les élections de 1961. Dans la décennie 60, le parti n'a jamais réussi à dépasser les 27.5 %. D'où la tendance de nombreux observateurs à situer la force électorale stable de la gauche aux alentours d'un tiers des suffrages exprimés. Mais après 1971, le parti semblait avancer dans la direction de devenir un véritable parti social-démocrate et il a commencé à élargir sa base sociale notamment dans les centres industriels. Vers la fin de la décennie il avait même réussi à dépasser de nouveau le seuil de 40 % (en 1977 le PRP a obtenu 41.4 % des votes, c'est à dire autant de vote que le pourcentage moyen du PMP en 1984 ... qu'on qualifie de victoire) en moyenne, obtenant plus de la moitié des suffrages exprimés dans des provinces où sont situées les grandes métropoles (51.3 % Ankara, 58.2 % Istanbul et 52.7 % Izmir) et approchant 2/3 (66.3 %) des votes dans la province de Tunceli à l'est de la Turquie, où les contradictions multiples, économiques (féodalité) et culturelles (alevis et kurdes) se superposaient.

Le 6 novembre 1983 dans la plupart des anciennes régions fortes du PRP, le PP a obtenu ses meilleurs résultats. D'où l'image de parti de gauche du parti. Or cinq mois après, à l'occasion des élections locales, le PP perdait la majorité de ses voix en faveur du PSD, qui se situait globalement plus à gauche que le PP. La carte du 6 novembre de ce dernier parti montrait clairement que le PP avait réussi moins bien que le PRP dans deux types de provinces : les grands centres industriels d'une part et les forteresses traditionnelles telles que Kars à l'est par exemple ou Malatya, la circonscription de M. İnönü, d'autre part. Les provinces où le PP a obtenu ses meilleurs résultats étaient géographiquement dispersées.

Alors que le PSD a obtenu environ 1 million de voix de plus que le PP, et ses voix représentent les 77 % des voix de la "gauche" définie comme l'ensemble des électeurs du PSR et du PP en 1984. Mais le PSD n'a réussi à dépasser les voix du PRP, où celui-ci a obtenu moins de la moitié des votes du PRP en 1977.

De cette analyse ressort à mon avis deux conclusions : l'une concernant la gauche et la deuxième indirectement la droite. La régression de la gauche dont parlent les commentateurs n'est qu'apparente en réalité, car le noyau solide de celle-ci a mieux résisté à l'épreuve des années 1980-1983 comme l'on pouvait s'y attendre. En effet si l'on tient compte de l'ensemble des votes du PP et du PSD, la gauche a augmenté ses voix d'environ 2.5 % et ainsi elle garde son traditionnel 1/3. Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est que l'électorat de gauche qui s'est servi du parti "officiel" imposé d'en haut en 1983, a préféré à celui-ci un parti de gauche plus authentique qui n'a pas les faveurs des militaires et il a transféré sa majorité à ce parti civil, à la première occasion.

Par contre à droite, un transfert similaire ne s'est pas réalisé et le PJV (et par conséquent le PJ) fut le grand perdant de l'élection du 25 mars 1984. Ceci peut s'expliquer par le pragmatisme de l'électorat de la droite et ce fut un des facteurs importants qui a conditionné la victoire du PMP.

#### Une petite note sur le PA.

Les résultats obtenus par le petit parti de droite PA, ne sont pas importants en soi : le parti n'a obtenu que les 4.4 % des voix le 25 mars. Mais d'un autre côté c'est très significatif car le parti a réussi à rassembler les 60 % des votes du PSN sur le plan national (8.6 % en 1977) dont il se réclame être l'héritier politique. De ce point de vue, ce parti radical dont l'idéologie a pour base la religion islamique-sunnite est le seul parti, non-parlementaire, d'après 1980 à résister à la force d'attraction que le PMP a exercé sur l'ensemble de l'électorat.

Mais cette analyse trop globale devrait être nuancée. Car comme c'est le cas de tous les petits partis marginaux, le PSN n'avait pas une audience homogène et il obtenait dans certaines provinces de l'est entre 1/5ème et 1/4ème des suffrages exprimés (voire la carte 8). Le PA, d'ailleurs a réussi à obtenir ses meilleurs résultats dans ces mêmes provinces ; mais son pouvoir à mobiliser les anciens électeurs du PSN fut relativement limité dans les régions de force de ce parti. Le parti a réalisé son meilleur résultat à Bingöl (16.5 %) où le PSN avait rassemblé les 25.4 % des votes en 1977 ; et à Bitlis où celui-ci avait eu 27.3 % de voix, le PA n'a pu récupérer que les 5.6 %.

Une comparaison de la carte 8 avec les cartes des autres partis en 1983 ainsi qu'avec les résultats du PA en 1984 montre qu'aux élections du 6 novembre, c'était le PDN qui avait obtenu quelques uns de ses meilleurs résultats dans ces régions et le 25 mars, à la suite de l'échec flagrant de ce dernier, ses votes se sont partagés entre le PA, le PJV et le PMP.

#### Quelques observations.

Ces analyses sommaires ne sont certes pas suffisantes pour déchiffrer la signification des premières élections post-militaires en Turquie. Mais il semble que les conclusions provisoires énumérées ci-dessous s'imposent plus ou moins clairement :

. Les partis politiques qui se proposent comme des successeurs légitimes des partis qui ont assumé le pouvoir dans la seconde partie des années 70 et qui sont responsables à la fois de la crise économique et de la crise politique qui ont finalement laissé le champ libre pour l'intervention des militaires semblent connaître un échec électoral ; et il me semble que cet échec sera définitif au moins pour l'un de ces partis. Bien que le PSD sort des élections du 25 mars comme le second parti, il a subi un échec relatif par rapport au succès notable du PRP. Mais on peut tout de même donner une chance à ce parti de récupérer et même d'élargir la base électorale de la gauche jusqu'aux prochaines élections. Par contre, la droite moins idéologique et plus pragmatique, le PVD ne semble pas avoir la même chance pour récupérer l'ancienne base du PJ, qui, notamment dans les classes moyennes des grands centres urbains, sera définitivement gagnée par le PMP.

. Des trois nouveaux partis qui se sont formés après la période militaire, seul le PMP semble réunir divers éléments d'un véritable parti de droite qui aura non seulement la chance de gouverner le pays pour les quatre ans à venir (dans des conditions normales) mais de rester dans l'échiquier politique dans le moyen terme. On peut estimer que si le PP et le PSD arrivent à se réunir au sein d'un même parti d'une gauche modérée, le premier survivra au sein de cette nouvelle formation. Sinon, il semble que cela sera plutôt le PSD qui l'emportera, malgré le désavantage d'être un parti d'opposition extra-parlementaire. Quant au PDN, le verdict des électeurs semble être très clair : il subira le sort des petits partis représentant non les intérêts du peuple mais de l'Etat. Il disparaîtra comme cela fut le cas de plusieurs formations dans le passé, comme le Parti de la nouvelle Turquie entre 1961-1969 et celui du Parti de la confiance dans les années 1970.

. Le PMP semble être candidat à devenir une authentique formation de droite non seulement parce qu'il a su assumer la solution la plus civile dans une conjoncture particulière dans laquelle s'est tenue l'élection du 6 novembre, mais parce qu'il réussit à réunir dans son sein les divers courants de la droite (libéral, modéré, conservateur, extrémiste et religieux) comme cela était le cas du PJ jusqu'à la fin des années 1960, tout en ayant l'avantage d'être une formation nouvelle, non usée. Par ailleurs il représente les nouveaux courants de la société turque en mutation : par exemple la suprématie de l'aile technocratique de la bureaucratie sur son aile traditionnelle, et il donne ainsi les garanties "du savoir faire techniciste" (la moitié des cadres et des élites du parti sont des ingénieurs) ce qui compense sa novicité dans la vie politique. On peut dès

lors suggérer, pour utiliser une formule un peu schématique, que le PMP représente la constitution de la classe domiante sous l'hégémonie de son aile la plus avancée, le grand capital internationalisé des holdings et ainsi, l'ancien bloc au pouvoir cassé par l'émiettement de ses diverses parties constituantes depuis 1969 se réunit sous une nouvelle forme. Est-ce que le PMP peut réussir à maintenir ce bloc dans des conditions de crise économique pour longtemps. Probablement oui. Le système étatique - démocratie autoritaire - que les militaires ont créé de toute pièce, depuis trois ans ... ne tendait que vers ce but.

### Notes

- (1) Şirin Tekeli, "Les élections en Turquie de 1946 à 1977 : Introduction à l'étude de la formation d'un système électoral compétitif". Papier présenté à l'atelier "Processus électoraux" de l'ECPR, Bruxelles, 1979.
- (2) Şirin Tekeli, "Cas turc : Transition vers quoi ? Démocratie dirigée ?". Papier présenté à l'atelier "Patterns and prospects of late democratisation" de l'ECPR, Aarhus, 1982.
- (3) En fait celle-ci n'était pas la dernière élection avant le coup militaire. En 1979, il y a eu des élections partielles. Globalement parlant, le PRP avait perdu environ 10 % des votes dans les grands centres urbains et c'était le PJ qui a récupéré une partie des pertes du PRP. Mais en raison de la nature partielle de cette élection, je ne me suis pas concentrée sur celle-ci dans mon analyse.
- (4) Pour les détails méthodologiques voir, Şirin Tekeli : "6 Kasımın Coğrafyası" (La géographie politique du 6 Novembre) Cumhuriyet, 19 Mars 1984.
- (5) Nur Vergin, "ANAP orta ve yukari gelir gruplarından oy aldı" (Le PMP a obtenu ses votes dans les classes à revenu moyen et élevé) Cumhuriyet, 24 mars, 1984.

Şirin Tekeli

Istanbul, avril 1984.

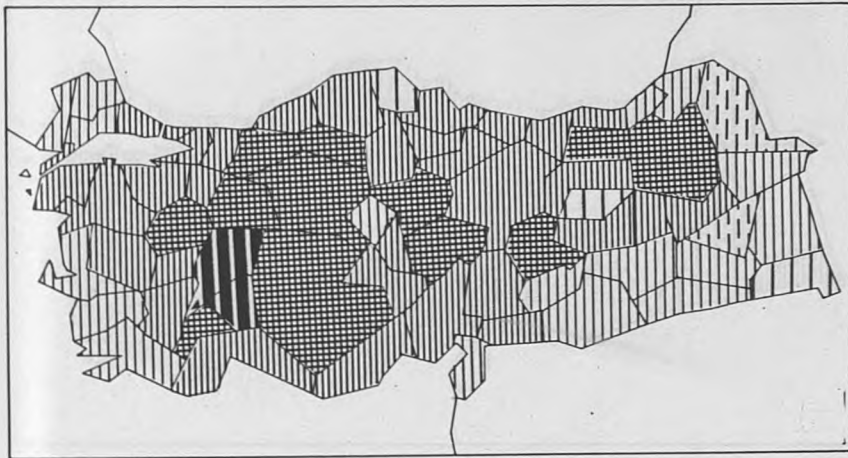
### Abréviations

PA	Parti de l'aisance
PAN	Parti de l'action nationaliste
PDN	Parti de la démocratie nationaliste
PJ	Parti de la justice
PJV	Parti de la juste voie
PMP	Parti de la mère patrie
PP	Parti populiste
PRP	Parti républicain du peuple
PSD	Parti de la sociale-démocratie
PSN	Parti du salut national

ANNEXES

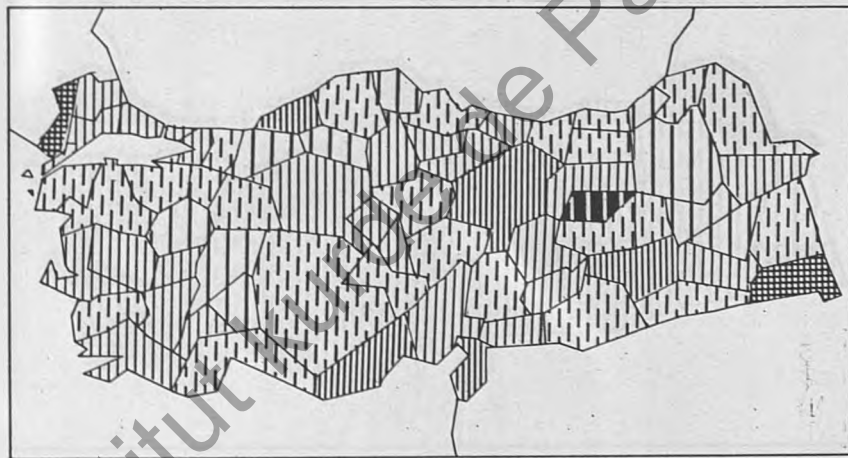
Carte 1

PMP, 1983



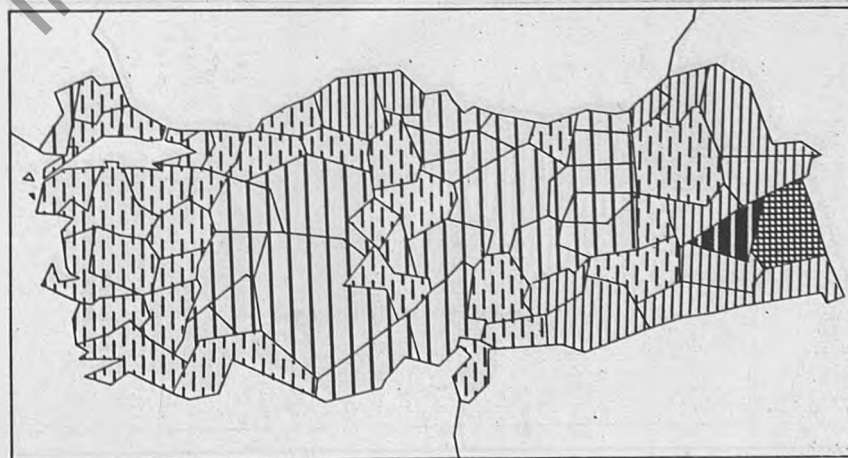
Carte 2

PP, 1983



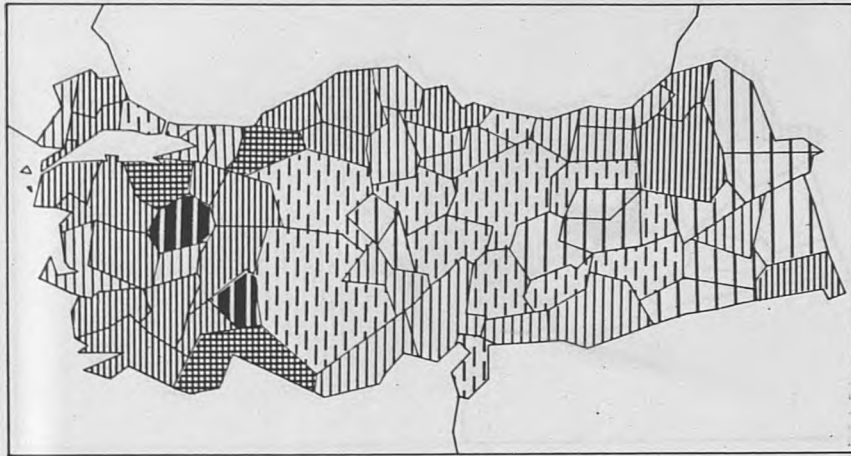
Carte 3

PDN, 1983



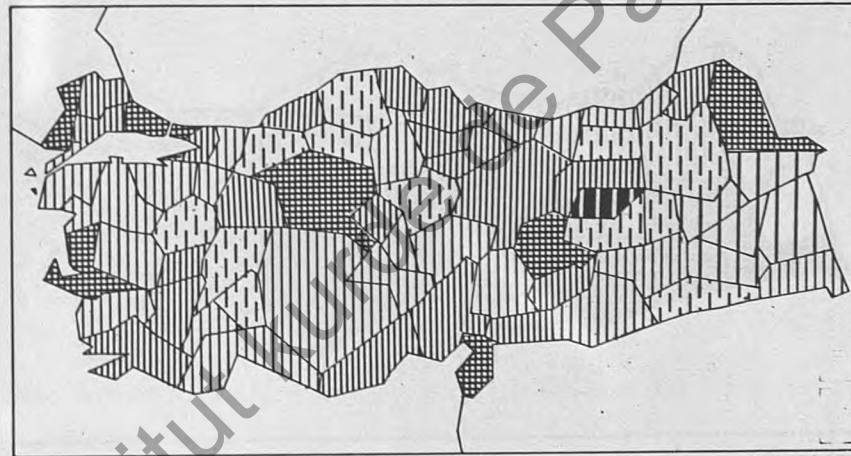
Carte 4

PJ, 1977



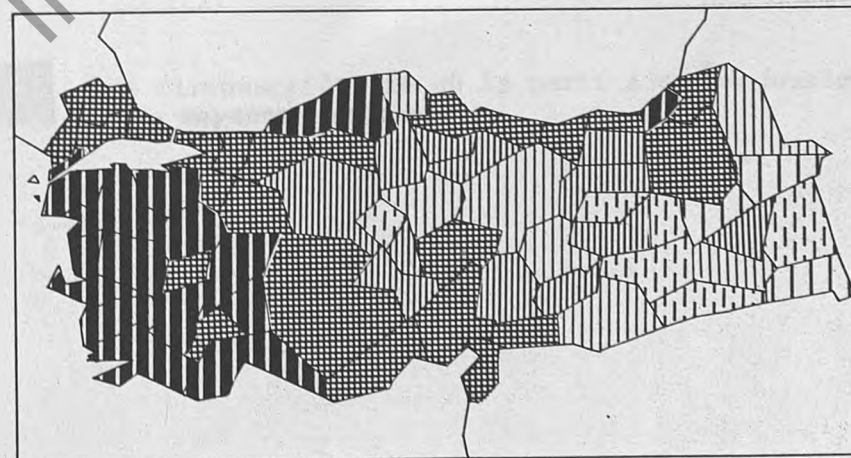
Carte 5

PRP, 1977



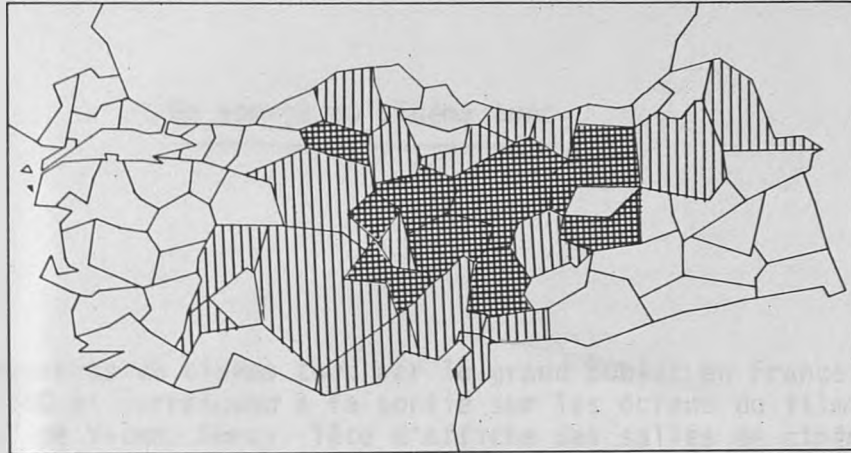
Carte 6

PJ, 1965



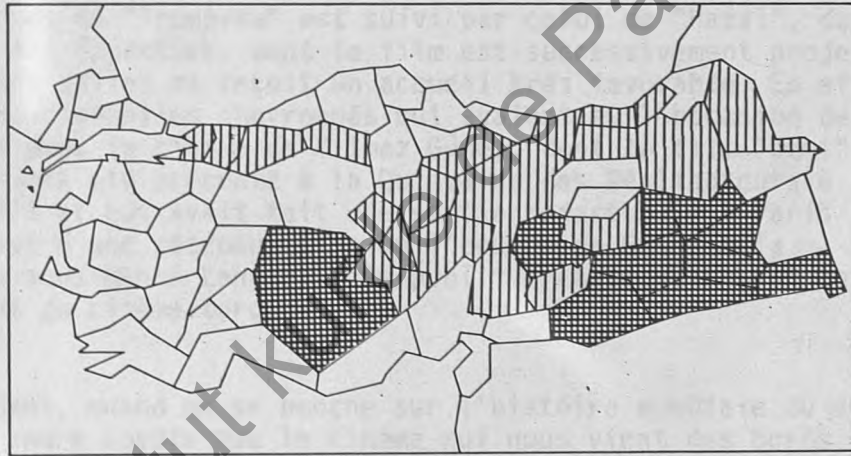
Carte 7

PAN, 1977



Carte 8

PSN, 1977



Circonscriptions où le parti a eu plus  
de sa moyenne nationale



Les circonscriptions où le parti a eu le double  
de sa moyenne nationale

## Un aperçu du cinéma turc

La découverte du cinéma turc par le grand public en France date des années 1980 et correspond à la sortie sur les écrans du film le "Troupeau" de Yılmaz Güney. Tête d'affiche des salles de cinéma pendant de longs mois, le succès du "Troupeau" constitue une véritable révélation pour les habitués de l'écran.

Le succès du "Troupeau" est suivi par celui de "Hazal", du jeune réalisateur Ali Özgentürk, dont le film est successivement projeté dans plusieurs salles et reçoit un accueil très favorable. En effet, en dehors des cinéphiles chevronnés qui avaient eu l'occasion de se familiariser avec le cinéma de Yılmaz Güney, dont le film "Umut" (L'Espoir) avait été présenté à la Quinzaine des Réalistes à Cannes en 1971 et qui avait fait une sortie remarquable à Paris en 1972, suivi d'une rétrospective de l'oeuvre de Güney à la Cinémathèque sous Henri Langlois, le public français dans son ensemble ignorait tout du cinéma turc.

Cependant, quand on se penche sur l'histoire mondiale du cinéma, on peut se rendre compte que le cinéma qui nous vient des bords du Bosphore a une histoire non négligeable et qu'il a suivi un itinéraire non dénué d'intérêt.

### Sous l'Empire ottoman

C'est sous l'Empire ottoman et en pleine première guerre mondiale qu'a eu lieu le premier tournage cinématographique à Istanbul. Un jeune lieutenant de l'Armée Ottomane, Fuat Uzkınay, équipé d'une vieille caméra de l'époque tournera du 14 novembre au 17 novembre 1914 un documentaire politique de quelques 150 mètres de long, sur les manifestations populaires de Yeşilköy.

Quelques mois plus tard, le même Fuat Uzkınay et Sigmund Weinberg, un juif polonais fou du cinéma, installé à Istanbul et représentant les "Frères Pathé", seront chargés par l'état-major Ottoman de créer le "Centre Cinématographique de l'Armée", grâce auquel des documents



cinématographiques de la première guerre mondiale nous parviendront. De 1914 à 1923, pendant les neuf dernières années de l'Empire, le "Centre du Cinéma de l'Armée" tournera des documentaires de guerre et des reportages. Pendant ce temps, des hommes issus surtout du monde littéraire et théâtral d'Istanbul, fascinés par le Septième Art, s'attaqueront à la réalisation de quelques long-métrages.

Ainsi en 1916, Weinberg réalisera une adaptation cinématographique de la pièce de théâtre "Le mariage de Himmet Ağa". Un journaliste, Sedat Simavi, qui plus tard créera le grand quotidien turc "Hürriyet", réalisera le premier long-métrage de fiction, un film d'espionnage "Pençe" (La patte) en 1917. En 1919, Ahmet Fehim, un comédien de talent et metteur en scène de théâtre s'attaquera à la réalisation de "Mürebbiye" (La Gouvernante) adapté d'un roman de Hüseyin Rahmi Gürpınar. La même année Ahmet Fehmi réalisera "Binnaz", adapté du roman de Victor Hugo "Marion Delorme" et en 1921, s'inspirant de Chaplin, il voudra à travers le personnage de "Bican efendi" (Monsieur Bican) créer la version turque de Charlot. Enfin en 1922, la première maison de production "Kemal Film" naîtra et les jalons d'une longue tradition cinématographique seront posés.

### La première vague

La production cinématographique turque sera lente à se développer, à ses débuts. Jusqu'en 1940 elle ne dépassera pas deux films par an. Elle deviendra prolifique plus tard atteignant dans ses plus belles années quelques 229 films par an.

Le cinéma turc dès son départ, draine dans son sillage un gros handicap. C'est sur le théâtre que ce cinéma s'appuyera, en lui empruntant ses hommes, ses comédiens, son style et son langage. Cette emprise pèsera de toute sa lourdeur sur le jeune cinéma naissant turc.

Le cinéma débutant sera symbolisé par un homme : Muhsin Ertuğrul. A la tête du "Théâtre de la Ville" d'Istanbul, dès la création de la République turque en 1923, Muhsin Ertuğrul, homme de théâtre très controversé par les historiens en Turquie, va pour ainsi dire mettre la main sur toutes les activités cinématographiques de l'époque. Inspiré par les vaudevilles parisiens et par Georges Feydeau, Muhsin Ertuğrul va pendant dix sept longues années, exercer un pouvoir sans partage sur le cinéma. Cet homme, pour lequel le théâtre passait avant toute autre chose, va imposer au cinéma un style anachronique et vieillot, un répertoire tiré des coulisses de théâtre et des comédiens issus pour la majorité, des planchers du "Théâtre de la Ville" d'Istanbul, qui ne feront du cinéma que pour arrondir des fins de mois difficiles ! Enfin, Muhsin Ertuğrul va systématiquement éliminer tous ses concurrents potentiels !

De 1923 à 1950, Muhsin Ertuğrul réalisera 29 films, dont onze seront des adaptations des pièces de théâtre. Seulement huit films réalisés par M. Ertuğrul seront basés sur des scénarios originaux. L'empreinte de Muhsin Ertuğrul sur le cinéma turc sera grande, mais dans le mauvais sens du terme. Sa mise en scène, sa direction d'acteur, toute sa conception cinématographique seront celles d'une expérience acquise au théâtre et ses films seront caractérisés par une absence totale d'un langage cinématographique quelconque. Les jeux des comédiens vont porter la marque de l'emphase théâtrale. Les décors et les maquillages seront outranciers, quant au contenu à proprement parler il sera d'inspiration insipide et mélodramatique. Bref, une très mauvaise copie du mauvais cinéma des années 30 !

De toute l'oeuvre d'Ertuğrul, on ne peut retenir que quelques films dont : "Le chemisier en feu" en 1923, "Le réveil d'une nation" en 1932, "Le juge d'Aynaroz" en 1935 et "Victimes de la passion" en 1940.

Les tentatives pour briser l'hégémonie de M. Ertuğrul et sa conception théâtrale du cinéma commencent à se faire sentir à partir des années 40. Des auteurs commencent à s'interroger sur l'écriture cinématographique. De timides essais de scénarios commencent à circuler çà et là. Les comédiens formés par Ertuğrul lui-même commencent à saisir les spécificités du jeu devant une caméra et contestent la direction d'acteur du "grand maître". Bref, un vent nouveau à la recherche d'un langage cinématographique adéquat commence à secouer le petit monde du cinéma turc. La première brèche interviendra avec le film "La fille de la mer" de Baha Gelenbevi en 1944. D'autres noms vont rapidement émerger par la suite.

En parlant de ces débuts du cinéma turc, nous n'avons mentionné que les aspects plus ou moins négatifs de cette période. Cependant, nous devons souligner que l'émergence de techniciens d'images et de son de qualité, formés sur le tas, date de cette période. Cette génération de techniciens va à son tour former d'autres techniciens de qualité qui vont marquer de leurs empreintes le cinéma turc qui toujours, et cela jusqu'à nos jours, travaille dans des conditions techniques et matérielles des plus précaires.

#### Développement de la cinématographie turque

A partir de 1945 les choses vont aller très rapidement dans le domaine cinématographique. La production ne cessera d'augmenter. Alors qu'elle était à peine de deux films par an jusqu'en 1944, elle passera à 41 films en 1949 pour atteindre 60 films en 1959 et enfin pour aboutir au chiffre record de 229 films en 1966.

Les changements politiques et économiques qui secouent la société turque dans le contexte global de l'après-guerre ont une énorme incidence sur toutes ses structures. Une remise en question du passé agite le domaine des arts et des lettres, du théâtre et du cinéma. Dans ces années, la créativité mûrie par une longue expérience contenue, cherche à s'exprimer.

Le passage du système du parti unique au multipartisme, les bouleversements économiques entrepris par les tenants du régime de l'époque, en l'occurrence par Adnan Menderes, conduisent un certain nombre d'hommes d'affaires à s'intéresser de plus près à l'industrie cinématographique où ils décèlent un important marché intérieur et des gains non négligeables à obtenir.

Ainsi, tout un quartier du centre d'Istanbul se transforme en un quartier d'activité cinématographique. Des maisons de productions et de distributions poussent comme des champignons. Les studios s'équipent. Toute une industrie du doublage se met en place.

Ainsi de 1945 à 1950, une première génération de cinéastes va assurer la transition entre le cinéma de la première vague et celui qui va apparaître à partir des années 50. Des cinéastes comme Şadan Kamil, Şakir Sırmalı, Aydın Arakon et Orhan Arıburnu, vont essayer de se dégager de l'emprise "débilitante du passé", en écrivant souvent eux-mêmes leurs propres scénarios et en essayant de poser les premières pierres d'un cinéma d'auteur.

Mais, cette génération de transition restera prisonnière des méthodes de travail héritées de Muhsin Ertuğrul et malgré les bonnes intentions de leurs auteurs, le cinéma d'un Aydın Arakon ou d'un Orhan Arıburnu ne va jamais pouvoir réaliser la percée que vont effectuer les générations futures.

C'est indéniablement avec Lütfü Akad, que le cinéma turc commence à produire des films qui traduisent au niveau de l'écriture et de l'image, comme au niveau du contenu, des préoccupations contemporaines. Lütfü Akad évite tout contact avec les milieux du théâtre et s'entoure d'artistes qu'il va chercher sur le tas. Il travaille en collaboration étroite avec Osman Seden, un autre réalisateur turc.

En 1949, Akad tourne son premier long-métrage "Frappez le traître" qui décrit la guerre de libération turque. Déjà dans ce film, la sobriété du langage et la précision dans les détails, annoncent un cinéaste de talent. En 1950 Akad tourne "La vie luxueuse", une féroce satire de la nouvelle bourgeoisie naissante. Les foules se précipitent devant les salles de cinéma et font des queues. C'est la rupture d'avec les niaiseries habituelles ! Après avoir tourné deux films en 1951 et en 1952, Lütfü Akad commence à préparer le tournage d'"Au nom de la loi".

Partant d'un crime réel qui a eu lieu à Istanbul, Lütü Akad aidé d'Osman Seden, étudie en long et en large, les mobiles du crime, la personnalité profonde du criminel, son milieu social et les diverses incidences qui ont pu le conduire au crime. Il étudie les comportements des petits gens noyés au sein d'une grande cité comme Istanbul et les méandres que peuvent tracer des lignes de vie oppressées par l'entourage social.

Dans "Au nom de la loi", pour la première fois dans le cinéma turc, le quotidien sera traité dans le plus pur style des néo-réalistes italiens. La ville d'Istanbul sera utilisée comme un partenaire à part entière et chaque image, chaque séance trouveront leur juste place. La carrière d'Akad sera longue. Les artistes qui travailleront avec lui deviendront des stars. Signalons à propos d'Akad que le "Festival des Trois Continents" de Nantes a voulu l'hiver dernier rendre hommage à ce grand cinéaste turc totalement inconnu du public occidental, mais l'état des copies - en état désastreux - n'a pas permis à ce projet de se réaliser.

Parallèlement à Lütü Akad, la carrière cinématographique de Metin Erksan, Atif Yilmaz, Memduh Ün et Halit Refiö, réalisateurs de la même génération, ont marqué l'histoire du cinéma turc de leur empreinte et cela jusqu'à nos jours, puisque dans l'ensemble ils continuent à tourner.

Metin Erksan comme plus tard Yilmaz Güney, écrit la plupart de ses scénarios qu'il arrive à imposer aux maisons de productions que rien d'autre que le profit n'intéresse. D'innombrables démêlés l'opposent à la censure. Ayant commencé à tourner à l'âge de 22 ans en 1952, c'est surtout à partir des années 60, qu'Erksan donne le meilleur de lui-même. Ce qui intéresse Erksan c'est le contenu social des choses engendrées par les bouleversements dramatiques. Erksan va tour à tour se pencher sur la paysannerie comme dans "La vengeance des serpents" ou dans "L'été sans eau" qui a obtenu le Premier Prix (Ours d'Or) au Festival de Berlin en 1963. C'est en effet, avec Metin Erksan que le cinéma turc commence à faire entendre sa voix, dans l'arène internationale du septième Art. Pour clore ce chapitre disons qu'Atif Yilmaz que connaissent les spectateurs français grâce à ses films "L'ouvrier chanceux" et "Adak", est un cinéaste qui a formé la plupart des jeunes cinéastes turcs qui ont émergé après les années 70. Sa longue carrière, son professionnalisme, la continuité de son oeuvre riche et intéressante font de lui certainement l'une des figures de proue du cinéma turc actuel.

## Le phénomène Güney et le jeune cinéma turc

Il faudrait écrire des livres pour pouvoir parler de l'oeuvre et de l'homme qui a marqué d'un sceau indélébile certes non seulement l'histoire récente du cinéma turc, mais l'histoire mondiale du cinéma.

Né en 1937 à Adana dans le sud de la Turquie, Güney débarque à Istanbul en 1955 pour poursuivre des études universitaires. Déjà dans ses bagages des nouvelles écrites sur les miséreux travailleurs du coton remplissent ses dossiers. Sa rencontre avec Atif Yılmaz va être déterminante pour l'avenir de Güney, qui entre 1958 et 1961 travaillera soit en tant que comédien soit comme assistant d'Atif Yılmaz qui va le forger au métier du cinéaste. En tant que comédien Güney impose très vite son style de jeu aux grandes masses turques. Il devient "Le Roi Laid" que s'arrachent ses admirateurs. Avant de tourner ses propres films Güney aura joué dans plus d'une cinquantaine de films, il aura écrit autant de scénarios et d'importants réalisateurs comme Lütfü Akad, Duygu Sağıroğlu et bien d'autres auront travaillé avec lui.

En passant derrière la caméra et en réalisant en 1970 "L'Espoir", Güney fait rentrer dans le cinéma turc, à travers un langage cinématographique des plus personnels et des plus précis la paysannerie des grandes plaines anatoliennes qui se reconnaissent tous dans les personnages décrits. Les films de Güney annoncent non seulement une rupture avec un cinéma quelque peu désuet, mais à travers les différentes mésaventures décrites par ses films, dressent des constats terribles : Güney se transforme en justicier vénéré par les foules et il traque impitoyablement la veulerie administrative, l'oppression par le fort et la misère du peuple.

Sa filmographie compte plus de soixante dix films. Citons les plus connus pour mémoire : "L'Espoir", "Seyyit Han", "Baba", "Les sans-espoirs", "La peine", "Ağıt", etc ...

C'est grâce à la déchirure effectuée par Güney que les vieux tabous du cinéma vont rejoindre les poubelles de l'histoire. Libérées au niveau de l'écriture, libérées au niveau de l'utilisation de la caméra, libérées des décors factices et des maquillages aberrants, à la recherche des sujets où le quotidien sera doublé d'une poésie tragique, les jeunes générations du nouveau cinéma turc, vont s'atteler à la tâche à la suite de Yılmaz Güney.

Ils seront nombreux et auront tous plus ou moins travaillé avec Güney. Il s'agit d'Ali Özgentürk qui va réaliser "Hazal" et "Cheval mon cheval" tous les deux films retenus par la Quinzaine des Réalisateurs à Cannes. Il s'agit d'Erden Kiral, auteur de

"Sur les terres fertiles", de "Kanâl", "D'une saison à Hakkâri" et du "Miroir" dont les films ont obtenu plusieurs prix tant à Berlin que dans divers autres festivals internationaux. Şerif Gören qui a tourné sous les indications de Güney le film primé à Cannes "Yol" ou bien de Zeki Ökten qui a réalisé "Le Troupeau" sous les indications toujours de Güney.

Bien d'autres jeunes réalisateurs comme Ömer Kavur dont "Les gamins d'Istanbul" ont été projetés dans les salles parisiennes ou bien Bilge Olgaç qui vient d'obtenir le Premier Prix au récent Festival de Femmes à Créteil pour sa "Nuit de noces".

Maintenant, le problème qui reste posé pour les jeunes générations du cinéma turc est celui de son contenu. Les réalisateurs conscients de ce problème en discutent. Il est clair que les dix dernières années du jeune cinéma turc ont été placées sous le signe des sujets à contenu rural (Nous parlons évidemment ici du cinéma d'art et d'essais et des films d'auteur). Reste à savoir si les réalisateurs vont élargir le champ de leur investigation cinématographique en élargissant l'éventail à tous les sujets. La question reste ouverte. La production des années 1966 qui était de 229 films par an est aujourd'hui tombée à quelques 70 films par an. Néanmoins le cinéma des bords du Bosphore peut nous réserver encore bien des surprises optimistes, car les jeunes réalisateurs du cinéma turc ne s'arrêtent ni de s'interroger, ni de produire.

Leylâ Vekilli

MUMCU (Uğur) - Papa, Mafya, Ağca. - Istanbul, Tekin Yayınevi, 1984, 384 p.

Le livre de Mumcu est destiné à démontrer à un premier niveau le considérable imbroglio dans lequel vient s'insérer l'attentat contre le Pape. Avec un acharnement particulièrement méritoire, Mumcu essaie de débroussailler les multiples pistes qui s'enchevêtrent les unes les autres, et qui mènent, par des voies diverses vers cet attentat. La documentation utilisée est énorme, de même que l'obstination mise par l'auteur à tenter de mettre un peu de clarté dans cette ténébreuse affaire.

Une remarque toutefois, qui nous semble très importante, avant d'aborder ce volume. Il s'agit de la thèse qui sous-tend tout l'ouvrage et qui peut s'exprimer ainsi : les livres de Claire Sterling et de Paul Henze soutiennent un point de vue sur l'attentat du Pape qui ne peut être considéré raisonnablement comme exact. Ces deux auteurs prétendent que cet attentat est le fait de la "filière bulgare", elle-même étant "la main exécutrice du KGB et de l'URSS". Ainsi donc, parallèlement au travail important accompli par Mumcu, on le voit rebâtir pièce par pièce, les morceaux de la thèse qui lui permettra de démentir le point de vue élaboré par ces deux auteurs.

Les reproches qu'il leur adresse peuvent être résumés en deux points :

- 1) C. Sterling et P. Henze, convaincus dès le départ du bien fondé de leur thèse, ne se sont pas donné la peine de suivre l'itinéraire d'Ağca avec assez de rigueur d'où des failles graves qu'ils auraient pu éviter ;
- 2) Aussi bien C. Sterling que P. Henze attribuent au KGB, à la fois la paternité de l'attentat contre le journaliste turc Ipekçi et celui contre Jean-Paul II. Pour réussir la prouesse d'attribuer l'attentat contre Ipekçi à la gauche turque puis au KGB, ces auteurs (surtout Henze) accumulent des invraisemblances, des contradictions et des suppositions insoutenables.

Notons en marge que Mumcu lui-même relie indissociablement ces deux attentats : la seule différence est qu'il les attribue tous deux à l'extrême droite turque, travaillant en un premier temps pour son propre compte et en un deuxième temps pour le compte d'un amas d'intérêts allant de la Loge P2 italienne aux "dissidents" du Vatican,

en passant par la mafia, sicilienne ou turque. Pour les deux parties il y a donc ce lien indissociable entre les deux attentats : c'est bien ceux qui ont exécuté le premier (Ipekçi) qui sont sinon les promoteurs au moins les exécutants de l'autre (le Pape). Cette conviction commune, bien que différenciée dans son orientation, est le socle même sur lequel ces divers auteurs fondent leurs théories.

Pour échapper lui-même à la première des critiques qu'il formule à l'égard des auteurs mentionnés plus haut, Mumcu entreprend, dans le premier chapitre de son livre, mais aussi dans certains autres, de refaire l'itinéraire d'Ağca dans les mois qui ont précédé l'attentat du Pape. Ce long périple le mène dans divers ports de la Méditerranée, essentiellement dans les ports siciliens, grecs et autres, ce qui lui permet de conforter le second point de vue de sa critique : envisager l'éventualité de pistes autres que "la filière bulgare".

Le livre de Mumcu se présente à nous de façon discontinue - même plutôt confuse. Certains thèmes évoqués en début d'un chapitre, disparaissent pour reparaître quelques chapitres plus loin. Le livre y gagne en sincérité mais y perd peut-être un peu en cohérence. Nous le suivrons comme il se présente.

Il est intéressant de lire le livre de Mumcu au moment même où le juge Martella , son enquête terminée, sort un dossier énorme de 1243 pages. Beaucoup de détails dans ce dossier sur la manière dont le scénario de l'attentat contre le Pape a été préparé et mis en oeuvre. Mais rien sur l'origine de l'opération, sur ses "commanditaires". Sur ce plan, il n'y aurait que des indices et non des preuves...

Martella se serait-il laissé impressionner par le livre de Mumcu publié début 1984 ? Car la thèse de Mumcu est bien qu'il n'existe aucune preuve permettant d'accuser les Bulgares de la fameuse "filière", de l'organisation de cet attentat. Mumcu s'attache à réfuter le lien qui existerait entre, d'une part, la connaissance qu'Ağca aurait des Bulgares concernés - ce qui lui semble vraisemblable - et d'autre part, la commande qui aurait été passée par ceux-ci à Ağca, de tuer le Pape. Ce lien n'est absolument pas évident pour notre journaliste et c'est ce qu'il s'évertue à prouver presque tout au long de son livre.

L'implication des trois Bulgares (Antonov, Aivazov et Vassilev) dans l'affaire de cet attentat est due à Ağca qui, après un certain nombre de versions fantaisistes (n'avait-il pas soutenu en tout premier lieu qu'il était seul responsable de cet attentat ?) a parlé donc de la "piste bulgare" et a mentionné également cinq turcs l'ayant, soit orienté vers cette affaire, soit muni des moyens pratiques de réaliser l'attentat, soit encore aidé ou secondé lors de la réalisation de l'acte final. Ağca s'est étendu ensuite sur le long parcours, géographique et ... économique, couvrant une longue période et aboutissant au mois de mai 1981.



Quant aux cinq Turcs mis en cause par Ağca dans sa ...ième déposition, ils font ressortir les multiples mensonges proférés par Ağca au cours de ces trois années et demandent pourquoi les mensonges les concernant ont été retenus de préférence à d'autres dont on n'a tenu aucun compte. Tous, à l'unisson, Bulgares et Turcs, renvoient à d'autres pistes. Pourquoi ne songe-t-on pas aux intrigues vaticanes, aux dissensions qui auraient opposé divers clans parmi les proches de Jean-Paul II... A la Loge P2, ou au scandale de Banco Ambrosiano ; ou encore aux rapports ténébreux de tous ces trafiquants avec la mafia sicilienne et l'entrée massive d'armes diverses en Turquie ?

Mais revenons à Ağca. Parmi les nombreuses déclarations qu'Ağca a eu l'occasion de faire, Mumcu retient celle où il parle de son appartenance, dans le même temps, aussi bien aux Loups Gris qu'à un mouvement d'extrême-gauche. Cette dernière appartenance a été toutefois démentie, souligne Mumcu, par l'un des personnages cité par Ağca comme initiateur de cette adhésion. Dans les pages suivantes, Mumcu, met à jour les contradictions dans lesquelles s'enlise le discours d'Ağca lorsqu'il veut, coûte que coûte apparaître comme un "terroriste international" fonction qu'il semble considérer comme seule digne de lui.

A retenir qu'après l'attentat contre Jean-Paul II, la Fédération turque des Jeunes Loups, publiait un bulletin à Francfort dans lequel elle s'empressait de soutenir la thèse suivant laquelle le KGB serait à l'origine de cet attentat.

Ce qui apparaît certain à Mumcu à travers ces déclarations et contre-déclarations, est le trafic intense drogue-armes qui s'opère à partir de la Bulgarie, avec l'accord des autorités de ce pays. Ici Mumcu porte un jugement extrêmement sévère contre le cynisme et l'immoralité de ce comportement.

Notre auteur soutient à fond la thèse de l'appartenance à part entière d'Ağca aux Loups Gris, à l'extrême-droite. Qu'il ait connu à Sofia ou ailleurs, les trafiquants, les contrebandiers turcs opérant pour le compte de cette extrême-droite - ou pour eux-mêmes?? - est parfaitement normal. Qu'il ait également connu certains Bulgares, dont les trois mentionnés au juge Martella, quoi de plus naturel également?

Plus gênante est la déposition de ces trois Bulgares qui prétendent, eux, ne pas du tout connaître Ağca. Et ce, au moment même où la

thèse de la filière bulgare se trouvait accréditée auprès des juges italiens par certains faits troublants : l'enlèvement du général Dozier par les Brigades rouges ; la dénonciation du syndicaliste italien Scriciolo comme "agent bulgare".

Dans le chapitre intitulé "Bulgar bağlantısı", nous avons un récapitulatif concernant l'instauration du trafic d'armes en Turquie. Celui-ci commence dès 1967. Il est stoppé en 1971 lorsque les militaires s'aperçoivent que le mouvement THKP-C bénéficie d'une sympathie particulière auprès des officiers de l'Armée de l'air. En 1973 s'instaure la filière bulgare et le nom de Uğurlu (Abuzer) circule à ce propos. Dès ce moment on tombe dans la connivence - Bulgarie - Extrême-droite turque. Mais mieux encore, en page 109, nous apprenons que les armes de contrebande sont vendues en Bulgarie même, soit aux extrémistes de droite, soit aux extrémistes de gauche, tous présents sur ce territoire, tous acheteurs aux meilleurs prix. Ces mêmes armes se retrouvent dans les mains des assassins, aussi bien de Nihat Erim (par la gauche) que de Kemal Türkler (par la droite). Ce sont ces mêmes armes que l'on retrouvera plus tard à Ordu, à Fatsa, à Çorum, à Sungurlu... entre les mains de l'extrême-droite ou gauche indifféremment et enfin parmi les nombreux "protecteurs" du trafic, le ministre des Douanes, Mataracı, (1977-1978).

C'est dans ce chapitre que Mumcu cite un nombre impressionnant de firmes ou sociétés créées ici ou là en Europe, liées à des noms de trafiquants, d'Arméniens, d'hommes politiques turcs, de hauts responsables de l'administration, de membres de la Sûreté nationale, tous plus ou moins proches du MHP. Notre auteur relate également ses successifs déboires avec les Bulgares ou avec la justice turque à la suite d'articles publiés sur ce sujet. Il indique comment le MIT aurait tenté de dissimuler certains documents pouvant l'aider à se disculper et comment l'intervention de Ulusu (et de Calp) l'a finalement tiré d'affaire.

Le MIT couvrirait-il les opérations des trafiquants ??  
Mais qui dit MIT pense aussi CIA ... Et qui parle de la Bulgarie comme plaque tournante de la contrebande, ne parle-t-il pas aussi KGB??

Dans les chapitres suivants, Mumcu reprend la démonstration visant à prouver de façon imparable l'appartenance d'Ağca à l'extrême-droite et à elle seule. Il revient sur Çelenk et nous rappelle que celui-ci a versé à Ağca l'argent convenu pour l'assassinat du Pape. Il tente ensuite de dépister les multiples réseaux ourdis par les Ülkücü dans le pays et hors du pays pour constituer une armée de militants à leur seule

dévotion, prêts à tout pour la "cause". Notre auteur veut ainsi prouver, une fois de plus, qu'Ağca faisait partie de ce réseau et même qu'il y était pris de façon totale, aucune marge de manoeuvre ne lui étant laissée de s'en distancer de quelque manière que ce soit. Il revient à la cause qu'il plaide : la démonstration que les thèses soutenues par G. Sterling et P. Henze présentent des faiblesses graves et des failles importantes et que l'implication du KGB dans cette tentative d'assassinat est difficile à soutenir.

Reprenant l'idée de base commune à nos trois auteurs suivant laquelle les deux assassinats, Ipekçi et Jean-Paul II, commis par le même individu, ont été fomentés par la même partie, Mumcu entreprend à partir de ce point, de prouver :

- 1) que l'assassinat d'Ipekçi ne peut être imputé qu'à l'extrême-droite turque ;
- 2) que de nombreuses pistes partant de l'extrême-droite peuvent mener à la tentative d'assassinat du Pape.

Sur le premier point, Mumcu a la partie belle. Il passe en revue, en premier lieu, les données sûres que l'on possède déjà. Il parle des sommes versées à Ağca dans les mois précédant et suivant l'attentat contre Ipekçi, de l'évasion du tueur de la maison d'arrêt militaire peu après son arrestation - évasion qu'il avait laissée entendre comme certaine au juge qui l'interrogeait (de même aujourd'hui, affirme Mumcu, Ağca ne cesse de répéter que les Italiens le relâcheront dans le courant de l'année 1985. Or on sait qu'Ağca est tenu au courant de tout ce qui le concerne dans sa prison, par un système d'information inconnu jusqu'ici, établi par les soins de son organisation). Jusqu'à preuve du contraire, il est certain pour Mumcu qu'Ağca est bien un membre de l'extrême-droite.

Notre auteur s'étend ensuite sur les multiples raisons qu'avait l'extrême droite de se débarrasser du directeur du Milliyet. En effet, écoeuré par le trafic d'armes qui ensanglantait le pays et qui était pratiqué en ces années sans plus aucune pudeur, Ipekçi voulait tenter de lancer un appel à des hommes politiques responsables, à divers syndicats, afin d'organiser une lutte commune contre cette plaie, ce qui ne pouvait gêner que les contrebandiers, essentiellement liés à la droite. Deuxième raison évoquée par Mumcu : le fait qu'Ipekçi était un dönme. Or, on sait la campagne que les Ülkücü mènent contre les dönme en général (et contre les juifs aussi) et contre ceux qui affichent des idées "social-démocrates" en particulier, tels que Yalman, Ipekçi ou Cem.

Quels sont les arguments de Henze pour soutenir sa thèse de l'attentat contre Ipekçi fomenté par l'extrême-gauche ? Ceux que Mumcu nous rapporte ici n'emportent pas forcément la conviction du lecteur. Il s'agirait de dissensions qui se seraient produites entre diverses factions de ce courant et qui aurait suscité la colère d'une de ces factions contre le journal Milliyet et son directeur. Une autre question que Mumcu pose ici mais sans y apporter de réponse : Ağca a-t-il passé quelques temps au Liban, dans les camps de l'OLP ? Dernier fait à retenir sur ce sujet : les déclarations faites par Ağca peu après son arrestation et en contradiction avec ses premiers aveux : "Ce n'est pas moi qui ai tué Ipekçi". Puis plus tard encore en Italie : "Je ne peux pas dire qui l'a tué car je serai assassiné moi-même". Mais Ağca n'a-t-il pas dit tout et son contraire ?

Après avoir consacré 50 pages de son ouvrage à ce point, Mumcu s'attaque enfin au problème de l'attentat contre le Pape. Ici, il s'agit de prouver qu'il a été voulu par l'extrême-droite turque - ou à un deuxième niveau - par la mafia italienne à laquelle pouvait être lié un clan au Vatican opposé à Jean-Paul II. Mais avant de passer à cette dernière éventualité de "deuxième degré" si l'on peut dire, Mumcu s'interroge sur les raisons qui pouvaient pousser l'extrême-droite turque à envisager la disparition du Pape. Notre auteur fait allusion à la campagne de presse déclenchée par les journaux de droite (Hergün, et dans une certaine mesure Tercüman) contre la visite du Pape en Turquie. Des articles virulents y ont dénoncé la "croisade" entreprise par Jean-Paul II pour unir tous les chrétiens - y compris les Eglises orientales - contre l'Islam et le monde musulman. Des appels à la lutte contre le nouveau Byzance se sont déchainés... Cette argumentation, comme plus haut celle de Henze contre l'extrême-gauche dans le cas de l'assassinat d'Ipekçi, n'emporte pas forcément la conviction du lecteur. Elle n'emporte visiblement pas la conviction de Mumcu lui-même qui se lance successivement sur les pistes : du terrorisme italien de la Loge P2 ; des banquiers véreux italiens (Sindona, Calvi et Cie...) divisés en clans adverses et bénéficiant d'appuis différenciés au Vatican ; des accointances de tout ce monde avec la mafia sicilienne, elle-même en rapports étroits avec la mafia de contrebandiers turcs. Le chapitre "Arap saçı" dit bien qu'il n'est pas facile de démêler les liens tissés entre elles, par toutes les personnes et organisations en question. Les seuls indices dignes de quelque crédibilité sont les nombreux voyages effectués par Ağca dans les ports de la Méditerranée, en Italie, en Sicile tout particulièrement. Est-ce une preuve suffisante pour soutenir la thèse de l'utilisation du jeune tueur turc par les clans italiens décidés à éliminer le Pape ?? Dans ce cas pourquoi ne pas envisager l'utilisation par les Bulgares du jeune tueur turc pour atteindre leur objectif : l'élimination d'un Pape plutôt gênant dans le camp des pays de l'Europe de l'Est ?? Après tout, les contrebandiers turcs n'avaient-ils pas une dette vis-à-vis d'une Bulgarie tellement accueillante ? Et les services à se rendre

ne doivent-ils pas être réciproques ? Mais dans ce monde de l'absurde cette éventualité doit être beaucoup trop simple puisque personne ne l'envisage jamais.

Donc, piste italienne plutôt que piste bulgare. Piste reposant sur des conflits d'intérêts qui opposeraient dès 1980 divers clans de banquiers ou trafiquants italiens auxquels de nombreuses personnalités turques ou moyen-orientales seraient associées. En faveur de cette thèse, Mumcu mentionne un "document" pour le moins douteux. Il s'agit d'une lettre présentée par Ağca au cours d'un de ses nombreux interrogatoires, écrite par Franz Joseph Strauss à Tūrkeş (réfutée par la RFA). Dans cette lettre, le leader allemand attirerait l'attention de Tūrkeş sur les dangers que ferait courir le Pape Jean-Paul II au monde occidental en soutenant les Mouvements de la Paix dans les pays occidentaux, (soutien qui est loin d'être évident !). Dernier point à retenir avant de passer aux chapitres suivants : la piste arménienne. L'existence d'une "mafia arménienne" a été révélée à Mumcu par le quotidien italien communiste L'Unita. Elle se présente sous le nom de "Loge des templiers", située à Marseille. Cette loge serait un relais des trafiquants d'armes, livrant la marchandise aux extrémistes de droite comme de gauche. Le réseau arménien s'étendrait bien au delà de la Méditerranée puisqu'on lui trouverait plusieurs comparses en Suède. C'est de Stockholm qu'un certain Vartanian assurerait des armes à l'ASALA. Mumcu insiste sur le rôle prépondérant de la ville de Marseille dans le trafic drogue-armes, Marseille dont on sait qu'elle est habitée par de nombreux Arméniens ayant des contacts étroits avec leurs coreligionnaires au Liban ou autres pays du Moyen-Orient.

Nous arrivons au dernier chapitre du livre : "Le nouvel internationalisme". Mumcu parle d'une nouvelle "théorie de la déstabilisation". En fait de théorie, on reste sur sa faim. En revanche, notre auteur s'étend longuement sur l'internationalisme du trafic d'armes désormais instauré sur la planète. Y participent un nombre impressionnant de services secrets, à commencer par la CIA, en passant par le Mossad israélien et jusqu'aux services secrets de l'OLP ou du docteur Habbache. A remarquer que seul le KGB n'est pas mentionné... L'ASALA est en bonne place. Cette organisation revendique dit-il une part du territoire de la République. Mais Mumcu n'en croit rien : en fait, elle n'a qu'un objectif : la déstabilisation de la Turquie. Cette déstabilisation menace en fait tous les pays et même la Bulgarie qui se prête au jeu macabre d'abriter le trafic drogue-armes. Notre auteur se dit convaincu que c'est ce terrorisme international, entretenu par les marchands d'armes qui bloque le retour en Turquie d'un régime démocratique.

Que peut-on faire pour enrayer ce mal ? Mumcu là-dessus n'a pas d'idées bien claires ou originales. Tout au plus dit-il, peut-on demander aux pays producteurs d'armes d'exercer un contrôle plus sévère sur leur commerce. En dehors de cela, il souhaite une information plus

large des couches populaires des dangers que ces trafics font courir au monde. Il espère qu'un climat de paix entre les nations et les classes sociales finira par prévaloir. Il faut, dit-il pour finir, qu'une "idéologie de la paix" fasse son chemin entre les peuples.

Christian ROULETTE, Jean Paul II, Antonov, Agca, La Filière, Paris, Editions du Sorbier, 1984, 319 p.

Il y a des auteurs à l'égard desquels on ne résiste pas à la tentation d'être péremptoire et lapidaire. A l'analyse critique de l'ouvrage se substitue avant tout une mise en cause radicale de la démarche suivie par l'auteur. Une des caractéristiques constantes de l'ouvrage de C.Roulette réside dans la difficulté qu'on a à discerner ce qui relève de l'entretien, de l'enquête ou de la simple collation de faits. Lorsqu'un sujet tel que celui de l'attentat du Pape est traité, l'imbrication des faits est d'une telle complexité que l'on gagnerait à savoir où commence l'analyse et où s'arrête le simple exposé des faits. L'essentiel de l'argumentation de C.Roulette consiste à s'insurger contre les propos tenus par C.Sterling dans son ouvrage sur le même sujet ainsi que sur la responsabilité de P.Henze. Les acquitances de ces deux personnes avec certains responsables américains ne sont peut-être pas dénués de tout fondement. Mais le parti pris systématique de défendre le monde communiste et plus particulièrement la Bulgarie, enlève beaucoup de crédibilité aux propos tenus par l'auteur. Même s'il est plus que vraisemblable que Mehmet Ali Ağca soit lié aux Loups Gris et à différentes filières d'extrême-droite, on sait aussi que les connexions entre extrême-droite et extrême-gauche, en ce qui concerne les mouvements terroristes internationaux, est une chose complexe où les clivages ne sont pas toujours faciles à repérer et les liaisons plus que souples. Pour C.Roulette, la "filière bulgare" et la responsabilité de l'Est dans l'attentat contre le Pape ne seraient donc qu'une invention mise en place par les Américains et... Jonathan Institute (institut israélien qui a tenu un colloque sur le terrorisme en 1979 à Jérusalem) finalement un complot américano-sioniste ! Cet ouvrage est celui d'un avocat qui ne fait pas mieux qu'un plaidoyer pro domo.

Joëlle Eisenberg

Claire STERLING, Le Temps des Assassins, L'Attentat contre Jean-Paul II: Anatomie d'un complot, Paris, Editions Mazarine, 1984, 314 p.

De nombreux points restent encore dans l'ombre en ce qui concerne la tentative d'assassinat du Pape Jean-Paul II et l'affaire Ağca. Or pour C.Sterling, il n'y a pas à douter que les "instigateurs du complot" sont purement et simplement "les services secrets bulgares agissant pour le compte du KGB". Ou exprimée d'une manière un peu plus nuancée (même si sa démonstration ne va pas toujours dans le même sens) la thèse de C.Sterling peut se résumer ainsi: "Les Loups Gris impliqués dans l'affaire, travaillaient pour la Mafia turque, contrôlée par le service secret bulgare DS (Darzhavna Sigurnost) qui, lui, travaillait pour le KGB" (p.146-147).

Certes, il y a beaucoup de vrai ou de vraisemblable dans le livre de C.Sterling qui, forte du soutien de Reader's Digest "avec ses éditions en seize langues et cent millions de lecteurs sur toute la planète" a mené une enquête, peut-être un peu rapide et parfois superficielle, qui l'a

conduite de Malatya à Rome, de Hamburg à Washington. Elle a sans doute raison quand elle décrit Sofia, plaque-tournante, surtout dans les années 1975-80, de la contrebande d'armes, de drogue et de cigarettes vers ou en provenance de la Turquie; les liens des autorités bulgares avec le "milieu" turc; les activités de la société bulgare Kintex, spécialisée dans le trafic très lucratif pour la Bulgarie et déstabilisateur pour la Turquie; le laxisme voire l'indifférence des autorités italiennes, allemandes ou américaines, soucieuses d'éviter une crise majeure ou tout simplement de compromettre leurs rapports avec l'Union Soviétique etc. Pour tout cela, la lecture de ce livre pourrait être instructive, surtout pour un lecteur non-averti. Plusieurs autres témoignages ou enquêtes menées après celle de C.Sterling, corroborent certaines de ses informations et analyses.

Toutefois, un certain parti pris laisse planer un doute sur l'objectivité de son enquête et il semble, par conséquent, qu'elle donne un poids plus grand qu'il n'en faut, au rôle joué par les Bulgares et les Soviétiques dans la tentative d'assassinat du Pape. L'affaire est hautement complexe et s'il est tout-à-fait vraisemblable que les Bulgares étaient parfaitement au courant des activités à Sofia du "milieu" turc et de M.A.Ağca, voire des préparatifs de ce dernier en vue de tuer le chef de l'Eglise catholique, il est difficile d'affirmer avec certitude, à l'état actuel de l'enquête (peut-être que ne saura-t-on jamais avec exactitude) que les Bulgares et par conséquent les Soviétiques sont les seuls responsables de l'attentat.

L'étude de C.Sterling ne brille pas non plus par une connaissance approfondie de la vie politique turque. Sur ce plan, on peut relever de nombreuses affirmations invraisemblables, excessives ou erronées de l'auteur. Notons ses flèches décochées à tout propos contre les sociaux-démocrates turcs qui transfèrent parfois son livre en un réquisitoire contre le gouvernement de M.Ecevit, qu'elle assimile volontiers à la gauche marxiste, voire à l'extrême-gauche: ainsi en parlant du ministre de l'intérieur de ce gouvernement, Hasan Fehmi Güneş, elle n'hésite pas à écrire que "marxiste depuis sa jeunesse (..) Güneş avait nettement sympathisé avec la gauche extrémiste" (p.103). Ou encore, s'agissant d'A.Çatli et de M.Şener, deux nervis de l'extrême-droite turque (que C.Sterling qualifie improprement de "néo-nazis") "ils avaient fui la Turquie sous le très tolérant régime civil du gouvernement socialiste d'Ecevit" (p.139), comme pour insinuer une certaine complicité dudit gouvernement. Il n'est pas non plus correct de renvoyer dos-à-dos le Parti républicain du peuple et le Parti de la justice dans leurs relations respectives avec l'extrême-gauche et l'extrême-droite, le P.J. ayant fait cause commune avec le Parti d'action nationaliste du colonel Türkeş dans un gouvernement de coalition baptisé de "front nationaliste", M.Ecevit ayant, lui, pris ses distances par rapport à sa gauche, même s'il n'est pas parvenu à empêcher l'infiltration de certains éléments communistes ou gauchistes dans son parti.

On peut multiplier les exemples. Ainsi, contrairement à ce qu'elle écrit, il paraît hautement improbable qu'Ağca ait entretenu des relations avec à la fois six organisations clandestines allant de Emel'in Birliği à TNKO (p.28). U.Murcu, éditorialiste du Cumhuriyet n'a pas "passé sa vie du côté de l'extrême-gauche" (p.112), mais il était dans les années 60 et au début des années 70, plutôt proche des néo-kémalistes favorables à une prise de pouvoir par les militaires. Erzurum était aux mains de l'extrême-droite turque et non des Kurdes dans les années 75-80 (p.126) etc.

C.Sterling n'échappe pas toujours, non plus, à la "prose sans nuances" qu'elle reproche, à juste titre, aux Soviétiques. L'étude sur cette sinistre affaire reste encore à faire.

S.V.

L I V R E S   R E Ç U S

- Robert BIANCHI, Interest Groups and Political Development in Turkey, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1984, 426 p.
- Ahmet EVIN et al., Modern Turkey, Continuity and change, Opladen, Leske Verlag + Budrich GmbH, 1984, 164 p.
- Helmut HUBEL, Türkei und Mittelost-Krisen, Bonn, Europa Union Verlag GmbH, 1984, 85 p.
- Ahmet INSEL, La Turquie entre l'ordre et le développement, Paris, L'Harmattan, 1984.
- Ali KAZANCIGIL et Ergun ÖZBUDUN (sous la direction de), Atatürk, fondateur de la Turquie moderne, Paris, Masson, 1984, 269 p.
- Chong Lim KIM et al., The Legislative Connection : the Politics of Representation in Kenya, Korea, and Turkey, Durham, Duke University Press, 1984, 237 p.
- Theodore A. COULOMBIS, The United States, Greece and Turkey ; the troubled triangle, New York, Praeger, 1983, 232 p.
- Rolf MEINHARDT (Hrsg), Türken raus ?, Reinbek : Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1984, 285 p.
- Ali Yaşar SARIBAY, Türkiye de modernleşme, din ve parti politikası, "MSP örnek olayı", İstanbul, Alan Yayıncılık, 1985, 248 p.

Signalons également deux articles récents : N. Gnesotto et B. Kodmani-Darwish, "Les relations franco-turques", Politique étrangère, 1/1985, p. 173-185 et S. Vaner "La Turquie entre l'Occident-Patron et le "Grand voisin du Nord"" in Z. Laïdi (sous la direction de), L'URSS vue du Tiers-Monde, Paris, Karthala, 1984, p. 95-120.



ont collaboré à ce numéro :

Şirin TEKELI (Ancien professeur de science politique  
à l'Université d'Istanbul)

Semih VANER (Attaché de recherche au CERI/FNSP)

Leylâ VEKILLI (Journaliste)

ainsi que Yvette BENUSIGLIO et Joëlle EISENBERG.

Nous sommes reconnaissants à Sylvia GRANOULHAC, Anne LAIGO, Sylvie HAAS,  
Nicole PERCEBOIS et Catherine PERROT pour le soin et la rapidité  
avec lesquels elles ont accompli la dactylographie des manuscrits.

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

BR-22